PARTI SOCIALISTE

UN AN APRES

MAI 1974 - MAI 1975

LES SOCIALISTES ACCUSENT LE POUVOIR

LES SOCIALISTES PROPOSENT

Fondation Jean-Jaurès



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Un an après Mai 74, notre pays est un théâtre d'ombre, un royaume de l'illusion, une nation livrée au conditionnement d'une information plus serve que jamais.

Un an après, les Français s'interrogent. Fonctionnaires des P.T.T., O.S. de Renault, viticulteurs sont descendus dans la rue cet hiver pour dire leur colère devant l'aggravation de leur vie quotidienne. Et comment dénombrer ces centaines d'usines occupées, où des salariés luttent pour préserver leur outil de travail qu'un patronat sans conscience est prêt à briser ou à vendre ? Licenciements, réductions d'horaires,; il n'est que de regarder autour de soi ; parents, amis, voisins, personne n'est à l'abri ; aucune ville n'est épargnée.

Un an après, les socialistes ne cessent de rappeler au pays leurs propositions pour sortir des difficultés actuelles. Un an après la campagne de François MITTERRAND, ces propositions actualisées ont gardé toute leur force, toute leur cohérence, toute leur crédibilité.

Un an après, les socialistes s'adressent à l'opinion publique.

Gérard DELFAU
Délégué Général à la Formation

Cette brochure a été rédigée par une équipe de militants animée par Jean-Paul PLANCHOU et comprenant : Jean-Marcel BICHAT, Jean-Pascal CHARVET, Bernard DION, Olivier DUMOULIN, Marc GUILLAUME, Alain HOULOU, J. HUNTZINGER, Alain MEYER, Véronique NEIERTZ, Paulette NEVOUX.

SOMMAIRE

I. — L'offensive idéologique de Giscard

1. — Vieux modernisme 5
   * Le giscardisme, dernier avatar du modernisme
   * Démystifier le discours
   * Petit lexique giscardien
   * Gadgets publicitaires et coups de force

2. — L'économie mise en scène 10

II. — Bilan d'un an de pouvoir 12

1. — Trompe l'œil des maigres acquis : la majorité à 18 ans/l'avortement/le divorce. 12

2. — La continuité dans le changement : les « grands projets » 15
Haby/Sudreau/réforme fiscale toujours attendue

3. — Dans le domaine international 19
   * du jobertisme au giscardisme
   * contradiction de la majorité présidentielle
   * la « mondialisation » des problèmes
   * le tourbillon diplomatique

III. — Faire payer les français — Asservir l'économie nationale 22

1. — Les véritables causes des difficultés actuelles 22

2. — Les résultats obtenus ne sont pas dus aux raisons invoquées par Giscard 24

3. — En fait, la politique de Giscard favorise les intérêts du grand capital international

4. — Faire payer les français
   * vie, chère/emploi/logement/dénaturer le service public.

IV. — Propositions socialistes en matière économique et dans le domaine international 35

1. — Une autre politique économique est nécessaire 35
   * continuité/cohérence/crédibilité des propositions

2. — Dans le domaine international 42

Conclusion 47

Notre vieux « jeune président » !

I

L'OFFENSIVE IDEOLOGIQUE DE GISCARD

1. VIEUX « MODERNISME »

Rien de plus actuel, de plus neuf que le socialisme ; rien de plus vieux, de plus usé que le « modernisme ». Chaque fois que le système capitaliste se trouve en situation d'instabilité, de déséquilibre, l'engouement « moderniste » surgit comme son ombre. La période de brusque expansion du capitalisme, le modernisme lui sert de caution, de justification ; lorsque le système, en revanche se perturbe, se dérègle, le « modernisme » permet de faire diversion, de camoufler les contradictions que le capitalisme est incapable de maîtriser. C'est que nous avons affaire à une idéologie, c'est-à-dire, comme l'affirme Marx, à une image inversée dans la conscience, renversée comme dans une chambre noire, des rapports réels dans la production et la société.

Sous le Second Empire, par exemple, époque de capitalisme conquérant, tandis que Napoléon III se voue à « l'extinction du paupérisme », des Saint-Simoniens peuplent les conseils d'administration, le positivisme, idéologie du capitalisme « moderne » de l'époque commence à investir l'Université — et c'est la caution « gauche » de ce capitalisme en expansion. Voilà une constante que nous retrouverons avant et après la crise de 1929, dans les premières années de la décennie 1960 et, de nouveau, depuis quelques mois, dans une variante pâlie car la classe dirigeante n'a plus le moral : le modernisme s'adresse à deux publics en deux versions, certes voisines, mais avec quelques différences de vocabulaire : pour les milieux d'affaires, on mettra l'accent sur le « libéralisme » ; pour la technostructure et l'intelligentsia, on insiste sur le « social-modernisme ».

LE GISCARDISME : DERNIER AVATAR DU MODERNISME

Depuis Juin 1974, le « modernisme » offre aux foules éblouies son quatrième avatar. Opération de séduction : que l'été libéral fut donc pimpant du côté de chez Giscard ! Marche à pied, restaurant des Halles, escapade lyonnaise, nous revivons l'intensité des fêtes de « Gatsby le Magnifique. » Las ! Après le bel été, voici l'automne pourri. Le capitalisme d'organisation semi-étatique et national de l'époque gaulliste se délabre, il faut maintenant s'adapter aux rudes exigences du capitalisme multinational « sans visage ». Le système si « fonctionnel » de la dernière décennie ne fonctionne plus. Les quelques rares mesures positives et les initiatives à grand spectacle de Giscard d'Estaing servent à faire diversion. Opération de séduction, opération de diversion ; opération de division aussi. La gauche a failli l'emporter, parcequ'elle s'est unie et a proposé un projet cohérent ; la Gauche, depuis les élections présidentielles, a remporté de nouveaux succès — les élections partielles le montrent ; elle gagne à de nouvelles couches sociales, par exemple en milieu rural et affirme sa dynamique dans l'intensité des luttes sociales. Les analyses et les propositions de François Mitterrand du printemps dernier se révèlent toujours aussi justes. Pour arrêter cette poussée, le personnel dirigeant qui détient l'appareil idéologique dominant utilise les armes idéologiques : « Bien sûr, concède-t-on, il y a de bons socialistes ; mais ne faudra-t-il pas que François Mitterrand et ses amis s'accomodent d'inévitables reclassements, qu'ils se serrent un peu pour laisser leur juste place a des socialistes « modernes » mieux adaptés à la situation ? Mais oui il y a des réformes à faire ; si tout ne va pas pour le mieux, c'est la faute de la centralisation, de la bureaucratie, de l'Etat, mais, surtout, ne prononçons pas le mot de capitalisme. Estompons les lignes de partage entre les classes : jeunes gestionnaires qui piaffent d'impatience et souhaitent donner leur mesure, on leur donnera une apparence d'initiative — même si les décisions véritables sont prises de plus en plus dans un conseil d'administration d'Outre-Atlantique. Jeunes futurs notables, on vous offrira une apparente décentralisation des pouvoirs — mêmes s'ils se situent en fait non à l'échelle de la région ou de la nation, mais ailleurs ».

Bref, il s'agit de dissoudre le mécontentement en satisfaisant des reventications catégorielles, corporatives, en parcellisant davantage encore la société, en écartant tout plan, toute perspective d'ensemble. Aucun de nous n'est assuré, s'il appartient aux corporations, aux catégories en question, d'être immunisé contre toute tentation.

LE POUVOIR VISE UN DOUBLE RÉSULTAT

Tout d'abord rapprocher la société française du modèle américain. Quest-ce qui nous distingue encore des U.S.A. ? Trois données : un service public, relativement étendu grâce aux nationalisations conquises sous le Front Populaire et à la Libération et libre de se vouer à l'intérêt général grâce à ses garanties statuaires ; une intelligentsia critique ; des partis de gauche et des syndicats qui ne se contentent pas de jouer le rôle de groupes de pression, de « lobbies » à l'intérieur du système, mais qui refusent le système lui-même. Le service public, l'intelligentsia, les partis de gauche et les syndicats, qualifiés de routiniers, de retardataires, présentés comme des appareils qui freinent la mobilité sociale et la compétitivité, serviront de boucs émissaires. On s'afforcera tour à tour de les démanteler ou de les intégrer. Ensuite passer sous silence les réalités de la lutte des classes, faire perdre de vue à la Gauche la conquête de l'appareil d'Etat et l'appropriation des moyens de production, préalables nécessaires à l'autogestion, et la laisser se satisfaire de quelques aménagements.

Comment l'idéologie « moderniste » brouille-t-elle les cartes ? Elle prône l'adaptation aux faits. Mais quels faits ? Ceux que la classe dominante établit comme tels par un découpage arbitraire ; ceux qu'elle invoque sans cesse et dont elle profite en refusant toute perspective d'alternative au statu quo, au désordre établi, en niant et en étouffant l'existence des possibles en germe dans le réel et qui tendent à se réaliser pleinement. Et qu'est-ce-que l'adaptation, sinon au mieux le conformisme ou, pis encore, accepter la loi de la jungle, la survie du plus apte, c'est à dire du plus brutal, le darwinisme social ? Les «modernistes» se gaussent de «l'irréalisme» des socialistes. C'est parce qu'ils sont myopes, incapables de concevoir un autre horizon, d'autres perspectives qu'une redistribution des données actuelles. A force d'être obnubilés par les « faits » ponctuels et disparates, ce sont eux les vrais irréalistes, car la réalité inclut ce qui la nie et ce qui la dépasse dans l'avenir. L'illusion moderniste consiste à présenter comme une loi naturelle, en la baptisant « force des choses », ce qui n'est qu'un moment historique temporaire et contingent du devenir social.

DES METHODES DE MARKETING

On ne peut comprendre les mécanismes de l'offensive idéologique giscardienne si l'on ne se réfère pas aux méthodes du marketing. **Vendre l'image du changement et d'un Président moderne selon le plan classique des relations publiques, tel est le but de l'entreprise de diversion.** Pour cela, Giscard utilise massivement des sondages et n'agit qu'en fonction de leurs résultats. Les soirées passées dans les familles françaises, les éboueurs reçus à l'Elysée avant d'être renvoyés à leurs ordures, les moindres gestes spectaculaires n'ont pas d'autre origine.

I. LES GADGETS PUBLICITAIRES DU MODERNISME :

- la remontée à pied des Champs-Elysées
- la Marseillaise au ralenti, à l'image de notre économie
- la décentralisation du Conseil des Ministres (Lyon, Evry), sans concertation réelle avec les élus locaux.
- les délibérations du Conseil de Défense rendues publiques
- les éboueurs à l'Élysée.
- les repas du Président de la République au domicile de ses concitoyens ou le Roi visitant ses bons sujets.

Mais la réalité est une politique de chômage et de vie chère comme la France n'en avait pas connu depuis la Libération. La réalité est une politique de coups de force ;

II. LES COUPS DE FORCE :

- le pourrissement de la grève des P.T.T.
- le refus de négocier à Renault pendant 10 semaines.
- le transfert de la préfecture de Draguignan à Toulon.
- l'aggravation de la fiscalité des collectivités locales parce que l'Etat se décharge sur elles de ses responsabilités
- la rénovation du Préfet de la Sarthe et les prétendues mesures concernant 26 autres préfets.

Tout cela compose-t-il une politique sociale ? Tout cela est-il digne des Français ?

DEMYSTIFIER LE DISCOURS

Tout militant doit être capable de démystifier les discours de Giscard, de percer à jour sous l'apparence faussement libérale et moderniste la réalité d'une politique conservatrice et autoritaire, où la vie chère, le chômage et les coups de force sont érigés en système de gouvernement. Giscard voudrait faire oublier qu'il est responsable de cette politique ; il se présente en technicien voire en scientifique chez qui la moindre opinion avancée serait étayée par une étude précise, à base de statistiques : ne voulait-il pas « regarder avec nous objectivement les chiffres » dans son allocution télévisée du 25 Février où l'on relève, comme dans celle du 25 Mars, un nombre extraordinaire de « vous le savez », « vous savez que », « vous vous en souvenez certainement », comme s'il entendait forcer le jugement de millions de Français. L'affectation de modernisme passe toutes les bornes, lorsque, à propos de son « effort de réforme », il ose dire, le 25 Février : « certains d'entre vous se disent : mais est-ce-que Giscard ne va pas trop vite et trop loin ? ». La façon même dont il prononce « il faut être **moderne** » en appuyant sur la première syllabe du mot, comme s'il fallait donner à tout prix de l'importance à ce mot depuis toujours vide de sens et risible. Tout est dans le discours . . .

PETIT LEXIQUE GISCARDIEN :

– MODERNISME : vieux comme la droite ; vieux comme les banquiers affairistes du régime de 1830 ; vieux comme l'Empire « libéral » (déjà !) de 1860 ; vieux, comme le gouvernement Tardieu de 1929 qui déboucha sur la crise.

– LIBERALISME : à trois faces : Giscard, mais aussi Poniatowski (les « petites phrases » et les 26 préfets révoqués) et Chirac (l'homme des cours de force : U.D.R. et du refus de négocier avec les travailleurs en grève : P.T.T., Renault). Libéralisme s'oppose à « liberté » de tous les Français et à « libération » des exploités. Synonyme : loi de la jungle.

– CHANGEMENT : à toutes les sauces. « Accompagner le changement » : mais non le susciter, c'est-à-dire le contraire d'une politique volontariste de transformation de la société, telle que la propose les socialistes.

– GERER L'IMPREVISIBLE : thème de la fatalité ; ce sont les autres qui sont responsables ; refus d'une planification démocratique qui tendrait à réduire la part de l'imprévisible.

– GOUVERNER AU CENTRE : éviter de nommer son camp : la droite : se référer à un mythe : qu'est-ce-que le « centre » depuis les débuts de la Vème République, sinon le réservoir des futurs ralliés ?

– MONDIALISATION DES PROBLEMES : pour ne pas prendre parti dans les affrontements entre blocs (Est-Ouest), entre nations riches et nations pauvres. Au fond n'être nulle part.

– POLITIQUE REFORMATRICE : où sont les réformes de structures ? celles qui s'attaqueraient au capital ? celles qui réduiraient effectivement les inégalités et répartiraient mieux les fruits du travail ?

2. L'ÉCONOMIE MISE EN SCENE

La « crise », la « relance » — sont devenues le thème privilégié du débat politique et des moyens de communication de masse. Cette « présentation au public » de l'économie a une fonction idéologie et politique manifeste.

Peut-on parler de caricature de la réalité ? Non, car une caricature extrait l'essentiel et la mise en scène de l'économie méconnaît l'essentiel. Il s'agit plutôt, au sens propre, d'un divertissement. Les principes de ce divertissement sont les suivants :

— L'impérialisme d'un thème

Il n'y a guère, le thème de la croissance dominait le discours économique et il n'était pas facile d'y échapper. Même la contestation du thème dominant s'inscrivait dans la logique qu'elle voulait contester. Répondre par exemple au mythe de la croissance indéfinie par le slogan de la croissance zéro revenait à accepter le terme unidimensionnel d'une problématique simpliste.

— L'utilisation d'indicateurs (moyennes, agrégats, etc . . .)

Elle conforte le principe précédent en lui conférant une apprence de précision. Or ce sont les différences qui sont significatives et ouvrent l'accès à une analyse en termes de classes sociales. Tenir en haleine l'opinion avec les décimales du taux mensuel d'inflation est un bel exemple d'illusionisme car ce taux n'a en lui-même aucune signfication. D'une part il prend un sens par comparaison avec les taux en vigueur chez les principaux partenaires commerciaux de la France. D'autre part, ce sont les disparités d'évolution des revenus et des patrimoines qui sont significatives des effets sociaux de l'inflation. En particulier, elle n'a pas le même sens dans un pays où la plupart des revenus et des épargnes sont indexés, comme au Brésil ou en Islande et dans un pays comme la France où l'inflation frappe particulièrement les inactifs et les petits épargnants.

— La prétendue fatalité des contraintes ou des « lois économiques ».

Elle suscite un mode privilégié d'expression du Pouvoir, le mode impératif. Ainsi en France, « l'impératif industriel » dont les ressorts étaient l'insertion dans le Marché Commun et la nécessaire compétitivité de notre industrie.

— Un conditionnement soigneusement programmé de l'opinion publique.

Il s'agit d'attirer son attention par un jeu d'ombres et de lumières, sur les éléments favorables du moment. De jouer des prévisions en s'appropriant symboliquement les évolutions positives et en rejetant les négatives ; la mode des prévisions économiques est un forme d'exploitation du futur et de la crédulité de l'opinion qui y voit — gouverner c'est prévoir — la marque d'un bon gouvernement. De ce point de vue le gouvernement actuel joue parfaitement ce que Nietzsche appelait « les arbitres apparents de la pluie et du beau temps en politique ».

Le thème de la crise n'est d'ailleurs pas nouveau. Depuis les années 60, au moins, on parle de crise de système monétaire international. Cette crise-là sert essentiellement à masquer rapports de force et affrontements entre pays. Autre exemple : « La crise du logement » en France, jamais résolue ; celle-ci fonctionne comme un écran aux difficultés réellement affrontées par la population et tend à les réduire à des insuffisances quantitatives. En réalité, c'est la pratique millénaire de « l'habiter », chargée de significations symboliques profondes, qui est broyée par une urbanisation sauvage et massive. Rien des souffrances individuelles, de l'aliénation ou de la révolte contre la violence de la ville moderne ne transparaît dans la représentation de la situation du logement en termes économiques et quantitatifs. Ainsi derrière l'écran de la macro-économie se cachent des conflits et des évolutions douloureuses que les représentations courantes contribuent à faire accepter. C'est très exactement ce qui se passe aujourd'hui dans la « mise en scène » de l'économie.

II

LE BILAN D'UN AN DE POUVOIR

« Les vrais réformes sociales sont celles que l'on fait sans dépenser d'argent ».

Valéry Giscard d'Estaing
(Campagne présidentielle : avril 74)

1. TROMPE-L'OEIL DES MAIGRES ACQUIS

Depuis son élection, Giscard ne parle que de réforme et de changement. Or, le bilan de sa première année de gouvernement ne comporte que de maigres acquis ; il témoigne en revanche d'une savante politique du trompe-l'œil. Ses seuls acquis en effet : **majorité à 18 ans** et **la loi sur l'interruption volontaire de grossesse** ne sont que concession à la réalité des mœurs et adoption de mesures réclamées depuis longtemps par la gauche. Quant au reste : l'entreprise, la condition féminine, la fiscalité, c'est le domaine du trompe-l'œil.

Sans doute la majorité à 18 ans est-elle une mesure positive et serait-il malvenu de la part du Parti Socialiste, qui a voté la loi au Parlement, de soutenir le contraire. De même pour la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, qui met fin au scandale de la loi de 1920. Mais faut-il vraiment porter ces maigres acquis au crédit de Giscard d'Estaing ?

Des revendications anciennes de la Gauche :

La majorité à 18 ans faisait partie du programme présidentiel de François Mitterrand en 1965, du programme du P.S. de 1972 et du Programme

Commun. Il y a dix ans déjà ! François Mitterand demandait également dès cette époque que fût autorisée et encouragée la contraception. Qui se souvent au contraire, que, malgré le programme de Provins, le gouvernement Messmer n'avait jamais voulu envisager sérieusement d'accorder le droit de vote aux moins de 21 ans ? On parlait de 19 ans, mais on savait bien que le Président Pompidou y était hostile. Quelques mois seulement avant la campagne présidentielle, le Ministre de la Santé, le député U.D.R. Taittinger, avait préféré retirer son projet de loi sur l'interruption de grossesse que de le voir adopter par la gauche contre la plus grande partie de la majorité. Peut-on parler vraiment d'audace du pouvoir à propos de ces deux aménagements de notre législation, au surplus adoptés grâce au vote massif des députés de gauche ? Il a fallu plus de sept ans pour que la libéralisation de la contraception aboutisse. Combien de cas d'avortement auraient pu être évités durant ces sept dernières années si la « loi Neuwirth » de 1967 n'avait dû attendre les lendemains d'une élection présidentielle serrée pour entrer de façon plus concrète dans la réalité ?

Giscard n'a fait que tirer la leçon d'un scrutin difficile. Tous les moyens sont bons, quand on a vu de si près la défaite, pour éponger le passif d'un pouvoir résolument conservateur. Au fond, ces maigres acquis d'un an de Giscardisme sont à mettre à l'actif des treize millions de Français qui se prononcèrent en faveur de François Mitterrand en Mai 74.

Adapter la loi aux mœurs, mais non bouleverser la société :

Il y a une autre raison à l'adoption de ces deux mesures, c'est qu'elles se bornent à tirer la leçon de l'évolution des mœurs, à adapter la loi à la réalité de la vie quotidienne des Français. Certes, elles étaient nécessaires et apportent un peu plus de justice aux femmes et aux jeunes, catégories particulièrement maltraitées de notre société. Mais elles n'impliquent aucune transformation de structure : sur le terrain des mœurs justement se situe le réformisme préféré de Giscard, car ces réformes-là ne remettent pas en cause le fonctionnement du capitalisme. Accorder le droit de vote à 18 ans, libéraliser l'avortement, comme l'ont fait avant nous beaucoup de pays industrialisés, c'est se donner à bon compte un vernis de modernisme et de libéralisme, sans qu'il en coûte à l'État et sans qu'il soit porté atteinte au système économique. Comme l'a remarqué F. Mitterrand, Giscard « époussette » et « dépoussière », mais il ne bouleverse pas. Qui le suivrait d'ailleurs dans sa majorité ?

Limites et contradictions de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse :

Première contradiction : cette loi, voulue par Giscard d'Estaing et Simone Veil, n'avait aucune chance d'être adoptée sans les suffrages de la gauche. Il est clair que la loi a été acquise **contre la volonté de la majorité « présidentielle »** ; en effet ont voté pour : 52 % de Réformateurs ; 32 % d'U.D.R. et seulement 26 % de Républicains Indépendants . . .

Grâce à la gauche la loi est donc passée ; mais quelle loi ? Là apparaissent tant de limites et de contradictions, qu'on peut légitimement se demander s'il ne s'agit pas aujourd'hui d'un trompe-l'œil, qui n'a modifié en rien la situation antérieure pour les femmes issues des milieux populaires.

Le trompe-l'œil tient du prodige quand on s'aventure dans le détail de la loi. Le projet socialiste, déposé à l'Assemblée en Juin 73 et intitulé : « Proposition de loi relative à la diffusion des méthodes de contraception et à l'interruption volontaire de grossesse, allait beaucoup plus loin : l'interruption de grossesse pouvait être réalisée dans un délai plus long et devait être remboursée par la Sécurité Sociale. Or la loi Veil exclut le remboursement par la Sécurité Sociale, ce qui revient à réserver le bénéfice de l'avortement aux femmes qui peuvent payer. Quoi de changé ?

Pire, la loi a été votée, mais **sera-t'elle un jour appliquée ?** L'amendement Debré limite, on le sait, à 25 %, la proportion des actes médicaux concernant l'avortement dans les cliniques privées, Quant aux hôpitaux, la clause de consciense permet à tout médecin de refuser d'appliquer la loi. François Mitterrand révèlant récemment que la Croix Rouge Française vient d'interdire en fait l'interruption volontaire de grossesse dans ses établissements, qui sinon les femmes aisées pourront dans ces conditions bénéficier de la loi ?

De même que le gouvernement a ignoré la nécessité d'une réforme hospitalière pour l'application de la loi, de même il en a négligé son complément indispensable : une politique de la famille. Les socialistes avaient voulu que l'avortement soit considéré seulement comme une solution de détresse et leur proposition de loi portait, on s'en souvient, sur « la diffusion des méthodes de contraception et sur l'interruption volontaire de la grossesse ». Le pouvoir n'a pas saisi l'occasion de s'attaquer à la racine de l'avortement en favorisant la contraception, en pratiquant une politique de logements, de prestations et d'aide au couple pour élever ses enfants. Il s'est arrêté en chemin, là où précisément la réforme l'engageait à des dépenses sociales. Sa loi, tout compte fait, ne profite guère qu'aux riches.

Le Divorce

Le divorce par consentement mutuel faisait aussi partie du programme de François Mitterrand dès 1965. Il figure dans le programme socialiste et le programme commun. Là aussi il devenait urgent de faire coïncider la loi et les mœurs. Mais le projet n'est pas encore voté et les oppositions à la réforme se font entendre. C'est qu'il est difficile à la majorité giscardienne de toucher un tant soit peu aux institutions, à la société. Le phénomène social du divorce ne peut plus être étouffé mais le projet de loi gouvernemental saura-t-il répondre aux exigences de l'évolution des mœurs ? C'est sur pièces qu'il faudra juger lors du débat de l'Assemblée nationale.

2. LA CONTINUITE DANS LE CHANGEMENT : LES « GRANDS PROJETS » !

Giscard ne se leurre pas sur l'ampleur de ses réalisations, aussi prétend-il avoir mis en chantier un second train de mesures, qui, elles, s'attaqueraient plus profondément aux problèmes de notre société. Trois de ces projets arriveront devant l'Assemblée à l'automne prochain, à moins que le mois d'août ne permette de les jeter aux oubliettes... Il s'agit de la refonte de l'enseignement primaire et secondaire, dite « Projet Haby », du rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise et de la réforme fiscale. Ces trois sujets, les gouvernements de la Vème République les ont souvent abordés sans jamais apporter de solution. Si réformes il y a, aujourd'hui vont-elles s'opérer dans le sens d'un changement progressiste ou au contraire d'une meilleure adaptation aux besoins du capitalisme moderne ? L'examen des divers projets en circulation ne laisse aucun doute.

La Réforme Haby

C'est déjà un échec, puisque, devant l'hostilité des parents, des enseignants et devant les démonstrations des lycéens, le pouvoir a fait marche arrière : le projet de loi ne sera pas présenté vraisemblablement avant l'automne au Parlement. Les raisons de cette opposition des principaux intéressés, avant même une contestation du projet en lui-même, découlent d'abord du refus de toute consultation préalable des organisations représentatives. C'est cela sans doute le libéralisme ! Mais l'hostilité générale résulte surtout du contenu des propositions.

Un projet inégalitaire :

Le projet gouvernemental prétend s'attacher en priorité à la réduction des inégalités par la suppression du redoublement à l'école primaire. Il semble retrouver ainsi l'inspiration du Plan Langevin-Wallon et de toutes les propositions de la gauche depuis la Libération. En fait il organise et renforce la ségrégation et l'exclusion des enfants issus des milieux populaires en consacrant l'inégalité socio-culturelle de départ : pas de redoublement certes, mais une scolarité beaucoup plus longue pour les élèves handicapés (jusqu'à trois ans de différence à la fin du primaire) et des filières qui, dès le début du secondaire, sont destinées à parachever la sélection entre doués et non-doués, c'est-à-dire globalement, entre les enfants de riches et les enfants de pauvres. Le redoublement en effet n'est que la conséquence visible du retard scolaire : le supprimer ne supprime pas la cause de ce retard qui réside dans l'inégalité sociale. Aussi les socialistes ont condamné sans équivoque l'inspiration qui préside à la refonte du système scolaire par M. Haby :

« Sous le prétexte d'une inégalité des dons qui sert, le plus souvent, d'alibi aux inégalités sociales, la sélection est organisée de façon minutieuse, dès la maternelle et l'école élémentaire par la reconstitution clandestine des filières, par la multiplication des mécanismes et des niveaux d'exclusion de la vie scolaire, par la rupture de la continuité éducative. L'application d'une réforme qui prévoit, sans l'avouer, l'abandon de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans vise à fournir au patronat une main d'œuvre formée aux moindres frais et plus docile. Il s'agit d'étendre à la grande industrie redéployée pour cause

de crise, la disposition la plus malthusienne de la loi Royer. En revanche, des voies rapides sont aménagées pour les plus « capables » c'est-à-dire, dans la plupart des cas, pour les enfants des milieux socio-culturels privilégiés. La réforme du baccalauréat instaure une spécialisation prématurée et renforce la sélection à l'entrée de l'Université ».

Plus graves encore sont les mécanismes d'exclusion précoce des élèves vers la « vie active », comme on le dit pudiquement : vers le chômage ou la déqualification professionnelle en réalité. Le constat des socialistes est particulièrement à l'entrée de l'Université ».

« 40 % des jeunes sortent du système scolaire actuel sans qualification professionnelle. Ils sont issus, pour la plupart, des couches sociales les plus défavorisées. Ils vont grossir l'armée des jeunes travailleurs en chômage. Loin de remédier à cette situation, le projet Haby, sous un masque « libéral » et moderniste la consacre et la renforce ». (Communiqué du Comité Directeur des 8 et 9 Mars).

L'école au service d'un idéologie

Resterait à parler du contenu de l'enseignement. Les thèmes développés par le projet Haby sont dans la ligne de l'idéologie giscardienne : ouverture à la vie, modernisation du système éducatif. Pour cela, il prévoit l'effacement de la philosophie, de l'histoire et de la géographie, dans le second cycle, au profit de ces « humanités modernes», que sont les sciences économiques. Le projet précise ce qu'il entend par là : « Faire prendre conscience aux enfants du contenu historique et de la signification humaine des réussites techniques qui ont façonné leur vie quotidienne et qui engagent déjà leur avenir ». C'est donc d'un hymne à la société industrielle qu'il s'agit, sans qu'intervienne l'esprit critique. Nous voilà ramenés au capitalisme triomphant du Second Empire, ou, plus justement, nous voilà face à une offensive de grand style pour contraindre l'école à diffuser une idéologie inspirée par l'impérialisme américain (l'hégémonie de l'anglais comme langue vivante dans nos lycées et le déclin des langues latines, depuis le début de la Vème République confirme cette volonté).

Pendant ce temps, des problèmes aigus comme l'unification du corps des maîtres du second degré, comme l'élévation de la formation des enseignants ou encore, comme la gratuité de l'enseignement ne font l'objet d'aucune mesure positive. Ce qui explique la conclusion du Communiqué du Comité Directeur déjà cité :

« Contenus appauvris, services alourdis, maintien d'une formation des maîtres, fragmentée et au rabais, composent d'autres aspects négatifs du projet. Les garanties statutaires du personnel sont menacées par l'apparition de codes intérieurs, par l'attribution de pouvoirs discrétionnaires aux chefs d'établissement et par le droit de contrôle donné aux représentants des milieux patronaux.

Sous couvert de modernisme et de libéralisme, le projet Haby soumet l'école aux exigences professionnelles, financières et morales de la classe dominante. Le changement proclamé adapté simplement le système éducatif à une

situation nouvelle de crise. Il tourne le dos aux propositions contenues dans le programme socialiste et le programme commun de gouvernement ».

Rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise :

Annoncée comme devant être «la» réforme du septennat, le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise paraît soudain bien timide. Son auteur l'a d'ailleurs explicitement reconnu dans sa conférence de presse du 13 Février :

« En réalité il (le rapport) consacre la **somme d'efforts maximum que la société française est capable de consentir.** Permettez-moi de vous dire que les membres du comité et moi-même avons la conviction qu'il est impossible d'aller plus loin **sans rupture** ».

– Humaniser l'entreprise . . . capitaliste

Le « sans rupture » explique que l'innovation la plus hardie consiste dans la constitution d'un « conseil de co-surveillance » où siègeraient des délégués des travailleurs (dans la proportion de 1/13 seulement!). Co-surveillance et pas co-gestion à l'allemande qui fait peur. Quant à l'autogestion préconisée par les socialistes . . . François Mitterrand jugeait récemment l'esprit de cette mesure en estimant que le rapport Sudreau « plein de bonnes intentions n'est qu'une façon d'accorder, dans les conseils d'administration des sociétés, un siège aux travailleurs . . . au bout de la table ». Et encore y-a-t-il risque que cette élection ne soit une machine de guerre contre la représentation syndicale dans l'entreprise.

En effet, divers membres du patronat consultés, ainsi que Roger Chinaud, ex-Secrétaire général des R.I., proposent que les candidatures aux postes de délégué se fassent individuellement et non par l'intermédiaire des organisations syndicales représentatives.

Sur le fond, derrière un masque de libéralisme, on trouve là aussi, le souci dominant de l'équipe Giscard : intégrer les travailleurs aux valeurs dominantes du système socio-économique, répondre aux intérêts et aux exigences du système au moment où la crise du capitalisme lui porte des coups sévères. C'est ce que souligne un communiqué du Bureau exécutif du Parti Socialiste :

« La philosophie du rapport Sudreau est sans équivoque. Il s'agit d'humaniser l'entreprise capitaliste par une série d'aménagements ponctuels, mais rien n'est proposé pour changer la nature et les fondements du pouvoir dans et hors de l'entreprise. Il est d'autant plus important de le remarquer que la première phrase du rapport affirme « qu'aucun dessein sur l'entreprise ne peut être conçu sans une analyse préalable des fonctions que celle-ci assume dans la société. Et il est ajouté, aussitôt après, que l'attitude des différents partenaires, **leur vision de la société** . . . tracent le cadre dans lequel doit s'inscrire tout projet de réforme ».

La suite n'est pas à la mesure de l'ambition proclamée. Le rapport se présente plus comme un catalogue que comme un véritable projet.

Un catalogue de « banalités réfléchies »

Sur le fond, il se refuse à aborder le problème de la transformation des structures de l'économie capitaliste dont l'entreprise n'est qu'un des éléments. Le plus souvent, c'est une succession de « banalités réfléchies » dont la seule

perspective – encore mal éclairée – est celle d'une intégration des salariés à un système néo-capitaliste timidement rénové.

Pour le reste, il n'est qu'une suite de propositions (72 en tout) parfois bonnes en elles-mêmes, encore que très peu puissent être considérées comme novatrices. Elles peuvent faire davantage effet par leur nombre plutôt que par le contenu de chacune d'elles.

En outre les socialistes adressent au Rapport Sudreau d'autres critiques plus précises : « l'absence de caractère précis du rapport, même sur des objectifs très ponctuels est encore aggravée par un autre aspect sur lequel s'est largement étendu Sudreau lui-même : beaucoup des dispositions envisagées sont **optionnelles** et l'on affirme qu'il reviendra aux partenaires sociaux de le mettre en œuvre par accord. C'est une conception typiquement patronale de ce que doit être le rôle de l'Etat et du droit social. L'Etat doit faire dans cette conception du « suivisme » et légaliser ce qui est déjà contractuel. Lorsque l'on sait que le C.N.P.F. et les syndicats discutent depuis 2 ans d'un accord sur l'amélioration des conditions de travail, que les négociations sur l'indemnisation du chômage partiel connaissent toujours un blocage du fait patronal, on mesure ce qui sépare le rapport Sudreau des transformations qui proposent les socialistes.

Le rôle du droit social, qui est un droit de **protection**, n'est pas d'être à la remorque de la pratique sociale, mais de la précéder.

Dernier aspect inquiétant du rapport : « le rôle pilote que pourraient avoir les entreprises nationalisées est complètement écarté, tout comme les réalisations sociales permises par les nationalisations, et reprises par la suite dans le secteur privé ». Et le communiqué conclut :

« Les socialistes ne se reconnaissent pas dans un texte qui consacre le pouvoir du capital. Le cadre de référence choisi, l'entreprise privée, et le rôle qui lui est réservé, sont bien caractéristiques de la philosophie politique dominante. La Convention Nationale sur l'autogestion ouvrira aux travailleurs une toute autre perspective ».

Sans oublier la réforme fiscale toujours attendue . . .

C'est sur les projets en matière de réforme fiscale qu'il faut attendre Giscard d'Estaing. N'en attendons toutefois pas de grosses surprises. Dans le contexte de réforme globale de la fiscalité prévue par le Programme Commun, la taxation des plus-values du capital sera une façon sérieuse de réduire l'inflation et les inégalités.

Dès février 1973, une proposition de loi commune aux trois partis de gauche a développé les idées contenues dans le programme commun au chapitre « Politique budgétaire et fiscale ». Elle concernait l'impôt sur le revenu, les impôts indirects, l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le capital, le régime fiscal sur les mutations. L'impôt sur le capital est une des pièces maîtresses du système fiscal de cette proposition. Exonérant les fortunes inférieures à 1 millions de francs, son rôle serait de permettre une connaissance réelle des patrimoines afin de mieux cerner les mécanismes de formation de

revenus et d'entreprendre sur des bases objectives et utilisables la lutte contre la fraude fiscale, notamment en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Le seul impôt sur le capital institué en France depuis la Révolution fut l'impôt de solidarité de 1945. Il existe un impôt sur le capital en Suisse et en Allemagne Fédérale. Notons que Giscard d'Estaing a déjà reculé devant les mots : impôt sur le capital, puisqu'on ne parle que de taxation des plus-values, sous-entendu du capital. Qu'en restera-t-il selon le mot de François Mitterrand : « Giscard d'Estaing se promène un chiffon à la main pour nettoyer les rouages encrassés de la vieille société dont il est le gardien (. . .) On ne décape pas avec un chiffon ».

3. DANS LE DOMAINE INTERNATIONAL

Du JOBERTISME au GISCARDISME :

Il est vrai que l'on est sorti de l'illusion lyrique et de la politique du verbe qui tenaient lieu de politique étrangère à l'ère du « Jobertisme ».

La crispation nationaliste et l'héritage maurrassien, marque de fabrique de la politique étrangère française depuis 1958, avaient déjà largement été atténués par de Gaulle lui-même après 1968, puis par G. Pompidou. Mais M. Jobert paraissait avoir ramené le temps où le verbe pouvait tenir lieu de politique et où le fonds des choses semblait par contre s'effacer devant le théâtre de l'illusion : « En appeler à l'indépendance de l'Europe quand l'Europe n'existe pas et quand on ne fait rien pour qu'elle existe. Vitupérer la domination américaine, quand on s'abrite derrière ses soldats. Prôner la sécurité collective et freiner en même temps les travaux d'Helsinki, ne sont que les principales manifestations d'une diplomatie qui se nourrit de paradoxes savoureux et se complaît dans le contraire de tout ». (F. Mitterrand, l'Unité 29 Mars 1974).

Les contradictions de la majorité présidentielle :

En ce sens, il y a bel et bien changement dans la politique étrangère giscardienne. Mais s'agit-il d'un changement de politique ? Aucunement, car cela n'est pas possible. La droite a ses héritages, en politique étrangère comme dans les autres domaines ; il y a le **nationalisme** étroit, qui repose sur l'égoïsme, la vanité de puissance et la défense de la Nation, considérée comme un absolu (de Déroulède à de Gaulle en passant par Barrès) ; il y a le pragmatisme qui refuse tout idéal en politique étrangère pour pouvoir assurer la défense exclusive des intérêts matériels immédiats (par exemple, politique des ventes d'armes tous azimuts). Il y a enfin le conservatisme qui consiste à vouloir défendre l'ordre international établi, hier l'Europe monarchique (Metternich) et aujourd'hui l'ordre libéral et capitaliste (la défense du « monde libre »).

Triple tradition, dont est porteur Giscard, au même titre que ses prédécesseurs, mais qui va conduire le président actuel à se doter d'un style différent parce qu'il s'agit de concilier les divers droites qui l'on porté au pouvoir : quoi de commun, en effet, en politique étrangère, entre M. Lecanuet et l'U.D.R. orthodoxe, celle que fascinait le nationalisme gaullien ? Dans la nécessité des compromis Giscard a trouvé son style :

De Gaulle et Jobert affectionnaient le charme lyrique ; Giscard d'Estaing est un adepte de la « petite musique diplomatique ». Dans la nécessité de masquer les abandons de souveraineté, Giscard a trouvé son principe politique : la mondialisation des problèmes.

La « Mondialisation » des problèmes :

Mondialisation est le maître mot, qui répond au « modernisme » en politique intérieure. De là les phrases-chocs dont Giscard parsème ses exposés : « Nous passons d'une civilisation de groupe à une civilisation mondialiste » ; « les problèmes sont les problèmes de l'espèce humaine » ; « la politique étrangère c'est de trouver les solutions qui permettront de traiter les problèmes de l'espèce » ; « la politique étrangère de la France c'est la participation de la France à l'apparition d'un certain mondialisme des problèmes ».

Un second thème revient comme un leit-motiv : le rôle de la France est celui de la conciliation permanente, avec tout le monde, sur tous les problèmes. Il s'agit d'être « l'ami public n° 1 » de la société internationale, de ne froisser ni les Etats-Unis, ni l'Union Soviétique, ni M. Wilson, ni, bien sûr, M. H. Schmidt ; ni les producteurs ni les consommateurs de pétrole ; ni les Etats développés ni le Tiers-Monde ; ni l'Espagne franquiste, ni la Corée du Sud, ni l'Afrique du Sud, ni le Chili de Pinochet.

Le tourbillon diplomatique :

Pour ce faire, la diplomatie giscardienne pratique la méthode des rencontres directes tous azimuts : cela conduit au tourbillon diplomatique, auquel on assiste depuis 6 mois : Poniatowski à Alger, Chirac en Irak, Brejnev à Rambouillet ; Chirac à Moscou ; le sommet de Paris ; après quelques coups de téléphone à Bonn et le scénario de la « relance » de l'Europe ; la Martinique, et le scénario de la « décrispation », Dublin et le scénario de la « renégociation » ; Giscard à Alger ; Giscard à Bangui ; Giscard à Saint-Moritz avec le Chah etc . . . Que dire de ce ballet d'opérette qui tient lieu de politique étrangère ? Caractéristique est la valse entre les diverses tendances qui partagent vos amis : une phrase sur l'Europe à construire ; un exposé sur l'indépendance nationale ; un geste pour le bicentenaire des Etats-Unis en 1976 ne font pas un politique.

— Un exemple : la conférence sur l'énergie

Bonne fut l'initiative de la Conférence Trilatérale sur l'Energie. Mais de la proposition du 24 Octobre 1974, que restera-t-il lorsque les Etats se réuniront à Paris ? Parce que Paris tient à « sa » conférence, il importe de tout faire pour qu'elle ait lieu ; la France jouant le rôle de conciliateur. Mais une telle attitude ne tient pas compte des véritables rapports de force. Elle évite d'affronter le problème majeur de notre temps : la nécessité d'établir un nouvel ordre économique international fondé sur l'équilibre des transactions, la stabilité monétaire et la garantie des intérêts des Etats les plus pauvres ; enfin l'établissement de rapports organiques entre le monde européen et le monde méditérranéen. La manière de Giscard suscite des inquiétudes chez les spécialistes, avant que l'opinion publique toute entière ne s'aperçoive de son irréalisme et de sa nocivité :

« la vraie conciliation ne consiste pas à être « l'ami de tout le monde ». Elle consiste dans un effort d'objectivation qui amène les intéressés à dépasser leurs différences pour s'unir dans la reconnaissance d'un système accepté comme juste. Ce serait une grave faute de confondre le style et la manière de la conciliation avec la substance de l'accord qui en est le but et la raison ». (R. Maheu, **Le Monde**, 3/1/75).

— Les problèmes demeurent :

Mais les problèmes demeurent : les réalités internationales, c'est à dire la politique extérieure des grandes puissances, la crise du capitalisme international, la dépendance commerciale et financière de la France, le développement de la concurrence internationale sur les marchés extérieurs, la place et le rôle de la C.E.E. (Marché Commun) dans le monde occidental, le futur plan de sécurité européenne, la négociation du GATT, la prolifération nucléaire.

Toutes ces réalités de demain feront éclater les ambiguïtés de la politique extérieure giscardienne et feront découvrir que la création d'un nouvel ordre mondial est essentiellement affaire d'un plus de justice, et non d'une « conciliation » tous azimuts.

Un bilan négatif :

On dressera alors le bilan : rien n'a été fait pour le désarmement (maintien du refus de la Conférence de Genève et aucune proposition nouvelle de relance) ; rien pour la Sécurité Européenne (la France reste absente à Vienne et les petits Etats ont été très déçus du rôle modeste tenu par la France à la C.S.C.E. (Conférence de Sécurité et de Coopération en Europe.) rien sur les grands problèmes mondiaux de demain : l'alimentation des moins développés ; l'exploitation des fonds marins ; la population ; la coopération culturelle internationale ; rien quant à une conception nouvelle des rapports avec le Tiers-Monde (la France a été silencieuse à la Conférence de l'O.N.U.D.I. (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) et demeure très discrète à la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) ; rien quant à l'Europe méditerranéenne ; rien sur l'évolution actuelle de l'Alliance Atlantique en une communauté atlantique ; rien sur la prolifération atomique et les déchets nucléaires.

Le « Mondialisme » apparaîtra alors pour ce qu'il est : une fuite en avant devant les contradictions de politique étrangère qui divisent la majorité présidentielle et une tentative pour masquer l'effacement progressif de la France pour la scène internationale. Temps de l'illusion et politique « à la petite semaine » telle est la réalité du Giscardisme, dans le domaine international.

A cela pourrait s'opposer une politique résolument internationaliste, s'appuyant sur toutes les solidarités européennes et sur tous les régimes progressistes du monde. Mais ce serait une politique d'inspiration socialiste.

III

FAIRE PAYER LES FRANCAIS

ASSERVIR L'ECONOMIE NATIONALE

1. LES VRAIES CAUSES DES DIFFICULTES ECONOMIQUES ACTUELLES :

Giscard trompe les Français lorsqu'il répète que « la croissance trop rapide de la masse des salaires » est une des sources de l'inflation : C'est faux puisque le nombre d'heures travaillées n'a pas augmenté depuis dix ans malgré l'accroissement démographique, tandis que, simultanément, comparée aux autres coûts supportés par une entreprise la masse des salaires a proportionnellement régressé. Il y a de l'indécence et du cynisme à avancer une telle explication, d'autre part, lorsque les enquêtes officielles révèlent qu'une famille de deux enfants dont le père est ouvrier qualifié et dont la femme a un emploi dispose en moyenne par mois d'une somme avoisinant les 900F par personne, allocations familiales comprise et impôts déduits. Il est tout de même incroyable enfin d'accuser les Français de gaspiller, quand simultanément les petits et moyens agriculteurs subissent une perte de pouvoir d'achat de 15 % en moyenne pour l'année 1974 sans compter l'inflation.

Giscard ne dit pas toute la vérité aux Français lorsqu'il met en cause le Laxisme de la politique du crédit des années passées, l'accusant d'avoir considérablement gonflé la demande et accéléré de ce fait la hausse des prix. Car c'est Giscard d'Estaing, actuellement Président de la République, qui a laissé se développer une telle politique, alors qu'il était ministre des Finances

du Président Pompidou. Et puis à qui a-t-elle essentiellement profité ? Aux banques, qui ont pu ainsi multiplier les participations dans l'industrie et le commerce ; aux grandes firmes nationales et internationales pour lesquelles — le coût des emprunts étant inférieur au taux d'inflation — il a été possible d'investir inconsidérément. Combien de grandes unités ont placé le fruit de ces emprunts dans l'immobilier — source de profits élevés — alors que leur activité n'avait aucune relation avec ce type d'investissement ? Disons même que le crédit a détourné des masses considérables de capitaux aux dépens de la bonne gestion des entreprises c'est-à-dire aux dépens des travailleurs.

Giscard trompe les Français quand il affirme que l'inflation et la « crise » économique sont aussi la conséquence de la hausse des prix des matières premières et notamment du pétrole. Ce discours est sans cesse repris par le pouvoir, alors que la hausse des prix s'est accélérée dès la fin 72 et que les premiers symptômes de la récession économique sont apparus à cette époque, c'est-à-dire un an avant la guerre du Kippour. D'ailleurs aujoud'hui où le prix des matières premières s'est effondré, l'inflation demeure supérieure à 10 % : même pour le pétrole cette baisse est bien réelle pour le plus grand profit des compagnies, puisqu'elle atteint environ 30 % par rapport aux prix de l'été si l'on compte la chute du dollar, la diminution du prix du brut et la réduction des coûts de frets. De plus qu'en est-il revenu aux Français ? une légère baisse du fuel à la fin du mois de mars, au moment où le chauffage devient moins nécessaire (fin de l'hiver) ; en revanche, il ne modifie pas le prix de l'essence, parce que les Français continuent à rouler en voiture. Dans cette opération, il y aura donc eu deux profiteurs : les compagnies pétrolières et l'Etat capitaliste, qui n'oserait les gêner.

Enfin Giscard d'Estaing dans ses causeries, Chirac dans ses prises de position relèvent périodiquement que l'inflation trouve en partie sa source à l'étranger. La France en quelque sorte importerait l'inflation. Pourtant jusqu'à une époque très récente pour les Etats-Unis et encore actuellement pour la RFA — avec qui nous faisons le quart de notre commerce extérieur — le taux d'inflation était de moitié inférieur à celui que nous connaissions en France. S'il y a un lien indéniable entre les hausses de prix étrangères et celles de la France il ne faut pourtant **pas considérer qu'il s'agisse d'un facteur prépondérant.** Et puis, là encore, qui a profité de l'accroissement fantastique des marchés financiers internationaux, si ce n'est les grandes firmes multinationales ? Elles plaçaient sur ces marchés leur liquidités et en retiraient de substantiels profits, trouvant là les ressources nécessaires à leurs investissements — en France, par exemple, où, depuis un an plus encore que par le passé, on ne se montre guère réticent à leur implantation aux dépens des entreprises nationales que ces grandes unités rachètent.

Dès lors les explications avancées par le pouvoir ne révèlent pas les raisons fondamentales de la grave situation économique dans laquelle se trouve la France ; elles en décrivent seulement des conséquences.

2. LES RESULTATS OBTENUS NE SONT PAS DUS AUX RAISONS INVOQUEES PAR GISCARD :

Le rééquilibrage de la balance commerciale est sans cesse mis en avant, or la falsification la plus grossière du pouvoir réside dans les résultats et l'avenir du commerce extérieur. Ces manipulations sont logiques dans la mesure où toute sa stratégie est fondée sur l'exportation de biens et de services. L'équilibre de notre commerce extérieur au mois de décembre, annoncé à grands fracas par une large partie de la presse écrite, par la presse parlée, par la télévision, n'est que la **conséquence du ralentissement de l'activité, économique** de notre pays. Les importations de biens de consommation étaient au quatrième trimestre de l'année passé équivalente à celles de la même période de 1973. Les importations de biens d'équipement qui s'élevaient encore l'été dernier à 8 milliards de francs par mois ne représentaient à l'automne que 6 milliards de francs par mois. La croissance de 8 % des exportations durant l'année 1974 conjuguée à ce ralentissement brutal du rythme des importations, a permis de parvenir à un fragile équilibre lors du dernier mois de l'année écoulée. Ces rectifications ternissent déjà les résultats « glorieux » annoncés par le pouvoir.

Mais ce n'est pas tout. Le déficit commercial provisoire — 17,3 milliards — publié pour 1974 par le gouvernement ne tient pas compte par exemple des transports dont le déficit est supérieur à 3 milliards de francs. Notre frêt est pratiquement annexé par des sociétés étrangères. La balance commerciale n'est qu'une partie de la balance des paiements pour laquelle le déficit est supérieur à 30 milliards. Le pouvoir est d'une discrétion exemplaire sur les emprunts contractés sur les places financières étrangères l'an dernier et qui s'élèvent justement à une somme avoisinnant les 30 milliards de francs. Une partie — à concurrence d'environ 4 milliards de francs — devra être remboursée dès cette année.

Mais ce n'est pas tout. **La tendance de notre commerce extérieur déjà soulignée pour l'année passée, s'aggrave au premier trimestre 1975 :** c'est l'accélération du ralentissement des importations qui autorise l'obtention de résultats apparemment positifs. En bref, tous ces cris de victoire ne veulent rien dire puisque le peuple français subit les conséquences désastreuses d'équilibres qui au fond n'en sont pas.

Le pouvoir falsifie et manipule en modifiant toute la nomenclature du commerce extérieur de manière à fausser toute comparaison avec les résultats des années passées. Il existe un chapitre « armes », mais celui-ci ne recouvre que les armes blanches et les révolvers. En vérité, les armes — le matériel militaire sophistiqué : avions, chars, — sont désormais classées dans les biens d'équipement. Mais le pouvoir ne l'annonce pas officiellement.

Le pouvoir falsifie et manipule lorsqu'il publie des contrats mirobolants. Une

partie de la presse a même eu la vergogne d'annoncer la passation de marchés avec l'Iran, d'un montant de 50 milliards. Or, ces marchés ne sont que des projets de contrats et ne pourraient s'élever qu'à 10 milliards de francs après des pointages précis. Malheureusement, dans ce montant, est inclu le marché du téléphone, qui selon les informations les plus récentes, est en passe d'être récupéré par les multinationales américaines. Celles-ci déploient par ailleurs une offensive d'envergure pour reconquérir les contrats concernant les centrales nucléaires. Ces fameux accords commerciaux signés avec l'Iran se réduisent donc à une peau de chagrin, puisque le seul marché ferme se résume dans la vente de 200.000 bovins et de 25.000 moutons.

Dans le même moment, notre déficit avec les partenaires commerciaux les plus importants s'aggrave : vis à vis de l'Allemagne, ce déficit est de 11 milliards pour 1974, vis à vis des USA de 9 milliards. Et pourtant, le pétrole n'y est pour rien. Cela veut dire que nous sommes importateurs de biens d'équipement comme les machines-outils, alors que nous devrions être exportateurs de ces mêmes biens. Cela veut dire que le seul déficit avec ces deux pays est d'un tiers supérieur aux exportations en valeur (12 milliards) vers les onze pays producteurs de pétrole !

Car le pouvoir falsifie et manipule lorsqu'il annonce le développement de nos exportations vers les pays producteurs de pétrole comme le remède à tous nos maux. Il faut bien savoir que ces pays ne représentent – en 1974, c'est-à-dire compte tenu des progrès réalisés sur ces marchés – que 5,6 % du total de nos ventes à l'étranger. Le pourcentage est donc minime. De plus, le pouvoir suppose obtenir une progression identique à celle de l'an passé de nos exportations vers ces pays. Or, ce résultat implique un taux de croissance minimal de 3,5 %. Quand on analyse la conjoncture présente et future, il est aisé de se rendre compte que le rythme de l'activité économique est largement inférieur à ce taux : un pari de plus qui ne pourra être tenu.

Quant à la baisse des prix que Giscard ne cesse de rappeler, sachons que l'inflation atteint cependant 10 % selon l'indice INSEE et est supérieure à 13 % selon l'indice plus réaliste de la C.G.T. Les quelques points gagnés sont dus à la fois à la stagnation économique qui entraîne un tassement de la consommation des familles et à la baisse des coûts d'approvisionnement. Il n'y a pas lieu de pavoiser lorsque les Français les plus démunis font les frais de cette opération.

Les prévisions irréalistes sont avancées comme euphorisant : lorsque le pouvoir annonce une croissance supérieure à 4 % pour l'année 1975 il cache la vérité aux Français. Depuis le début de l'année notre pays connaît une croissance presque nulle ; il faudrait un redressement inespéré et très rapide (8 % dès le second trimestre) pour atteindre les chiffres avancés. Or, ce n'est pas au printemps que la situation s'éclaircira selon toutes les prévisions actuelles.

Le ministre des Finances veut réussir son second « pari » avant d'avoir gagné le premier : 0,6 % de hausse mensuelle des prix. Il est douteux qu'il y parvienne ; s'il y parvenait ce serait au risque d'une aggravation accentuée du chômage : la baisse des prix serait donc supportée encore plus lourdement par les salariés.

3. EN FAIT LA POLITIQUE DE GISCARD FAVORISE LES INTERETS DU GRAND CAPITAL INTERNATIONAL :

Les grandes firmes multinationales qui se trouvent pour la plupart dans une situation de monopole ne subissent aucune contrainte dans la fixation de leurs prix. Ce sont elles qui, pour satisfaire leur politique de domination des marchés — en aval, en amont ou même étrangers à leur activité d'origine — prélèvent une masse croissante de capital, en maximisant leurs profits et qui donc sont les premières responsables de l'inflation infligée à l'économie des nations où elles sont implantées ou avec lesquelles elles sont commercialement liées.

Néanmoins, pour maintenir et accroître leur part de marché, il leur a été nécessaire d'attiser constamment la consommation en créant même des besoins en partie artificiels. Les coûts de commercialisation et de recherche se sont accrus dans une mesure telle que progressivement l'intérêt qu'il y avait à investir, selon la logique de profit, s'est amenuisé. C'est en ce sens que la « crise » économique est commune à tous les pays occidentaux car nous y retrouvons les mêmes protagonistes : les grandes firmes multinationales.

La seule relance économique que conçoive Giscard c'est d'aider les firmes multinationales à retrouver une rentabilité plus grande de leur capital, les incitant à investir de nouveau chez nous. Pour cela il faut casser à tout prix les mouvements revendicatifs (P.T.T. ; Renault) et organiser le marché de façon à assurer la domination de ces grandes firmes. Or le pouvoir utilise délibérément la récession pour permettre cette domination : Fourcade ne se cache pas de vouloir « dégraisser » l'économie française par la disparition des « canards boiteux », c'est-à-dire par l'élimination de petites et moyennes entreprises nationales qu'il livre ainsi à l'appétit de trusts internationaux.

Favoriser la concentration capitaliste : à travers le plan d'austérité mis en place en juin 1974 le pouvoir entend éliminer les « moins aptes » : 10.000 cas de faillites durant la seule année 1974. Le nombre des faillites à doublé du 1er trimestre 75 par rapport au dernier trimestre 74. L'aveugle encadrement du crédit frappe les moins solides, financièrement parlant. Il n'y a pas de ville en France, grande ou petite, où une entreprise de dimension modeste ne soit en faillite ou contrainte de licencier une partie de son personnel. Il suffit de regarder autour de soi et d'interroger voisins, parents et amis. Mais victimes et survivants de cette récession sont à la discrétion du Ministre des Finances : rappelons seulement l'aide de 1 milliards de Frs. au groupe Citroën —

Peugeot, sans contrôle de l'emploi des capitaux, après celle accordée à Dassault, Thomson et auparavant celle promise à la C.I.I.. Il s'agit de favoriser la restructuration et la concentration des industries selon la logique du capital.

Le « mini-plan » de relance annoncé par Fourcade le 17 Mars est révélateur de ces mêmes objectifs : le rétablissement anticipé du régime de l'amortissement dégressif, la suppression de toutes les conditions de quotité et de durée pour l'achat à crédit de biens d'équipement et l'augmentation de l'enveloppe hors encadrement du crédit destinée à faciliter le développement des capacités de production des firmes exportatrices, ces mesures dépasseront la simple différence proportionnelle à la taille de grandes entreprises, principales à leurs besoins en capital technique, au fait que ce sont elles les principales firmes exportatrices, et qu'elles ont des perspectives stratégiques que n'ont plus, dans une situation de marasme, la plupart des P.M.E. (petites et moyennes entreprises).

« Intégrer la France dans l'économie atlantique en crise » :

François Mitterrand dans sa conférence de presse du 15 février dernier dénonçait cette « politique qui vise à intégrer la France dans l'économie atlantique en crise ». Lorsque Giscard sollicite les multinationales pour qu'elles implantent leurs sièges sociaux à Paris, lorsque la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire) envoie une délégation aux Etats-Unis dans le but de stimuler les investisseurs américains susceptibles d'être intéressés par le marché français, l'objectif recherché est clairement celui-là. Et si l'on sait qu'une décision sur six — et non la moindre — concernant l'industrie française se prend à l'étranger, on peut constater que le processus engagé depuis dix ans a déjà sérieusement porté atteinte à l'indépendance économique de notre pays.

4. FAIRE PAYER LES FRANÇAIS :

Les discours lénifiants succèdent aux discours creux. Dans sa « causerie » du 25 Mars Giscard concluait ; « Si nous voulons vivre dans un pays paisible et sûr, il faut respecter la règle commune ; c'est le propre des sociétés civilisées ». En bref, que les Français soient « sages » : ce n'est qu'un mauvais moment à passer. Les difficultés actuelles contre lesquelles nos gouvernements ne peuvent rien, se dissiperont d'autant plus vite que nous aurons accepté de subir passivement les conséquences d'une politique ruineuse et incohérente. Ainsi se met en place un **conditionnement idéologique** qui vise à freiner, voire à briser, les revendications des salariés justement inquiets de la montée du chômage et de la vie chère. La récession est aujourd'hui une arme politique aux mains de la droite. Est-ce ce que le candidat Giscard avait promis comme type de société « avancée » ?

Nous avons choisi d'illustrer la dégradation de la condition de vie des Français depuis un an par quatre exemples. Brièvement les trois premiers : vie chère, emploi, logement, ils conditionnent directement notre vie quotidienne. Le quatrième : la dégradation du service public, il révèle la visée à long terme (dénationalisation, déplanification) du « libéralisme » Giscardien.

A. LA VIE CHERE

Il faut clairement le redire : les salariés ne sont pour rien dans le développement de la hausse des prix. Les salaires jusqu'ici couraient après les prix : quand il y avait rattrapage — ou, pour certains, augmentation du pouvoir d'achat — cela ne venait qu'a posteriori, à la fin de l'année. Or, nous ne sommes même plus dans cette perspective : l'un des derniers rapports de l'O.C.D.E. constate : « les revendications salariales reflètent la tendance des salaires réels à rattraper les prix qui les avaient sensiblement distancés ». On ne peut mieux dire.

Une étude de l'I.N.S.E. de juillet révélait qu'en France **un salarié sur trois gagnait moins de 1500 Frs nets par mois (soit aujourd'hui 1.620 Frs).** Ce chiffre prend tout son sens si l'on mesure les besoins réels d'une famille.

La Confédération Nationale des Associations Populaires Familiales a publié en octobre son budget-type : il s'élève à 4.027 Frs par famille de quatre personnes et par mois. Il ne s'agit plus d'un budget minimal « de subsistance » dont personne ne peut se contenter aujourd'hui mais bien d'un budget moyen qui répond aux besoins sécrétés par une société industrielle développée. En reprenant les chiffres de salaires indiquées par l'I.N.S.E. et en fonction des normes du C.N.A.P.E., **le tiers des familles françaises vit mal même si le père et la mère travaillent.**

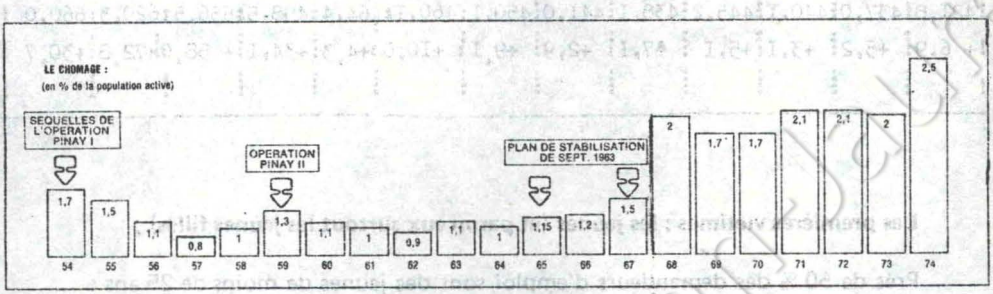
Quant à l'année 1975 les perspective restent sombres : il est probable d'une part que les entrepreneurs de bâtiment désireront au moins en partie reconstituer les marges largement diminuées en 1974, d'autre part que les prix alimentaires — qui se sont jusqu'en frévrier relativement moins accrus que les prix des produits manufacturés — vont combler ce retard, et qu'enfin la courbe de hausse des prix de détail rejoindra celle des prix de gros ; sans parler d'une hausse des matières premières toujours possible.

Ainsi, le rythme de l'inflation ne peut que demeurer ferme et ce sont les petits budgets qui en souffriront le plus.

B. L'EMPLOI

Le pouvoir, on le sait, se refuse à toute relance « pour assainir le tissu industriel » comme le déclarait le Ministre des Finances au mois de février. La restructuration de l'appareil productif au profit d'une concentration capitaliste accrue doit être menée à bien, avec comme conséquences, le chômage et les réductions d'horaires qui touchent aussi bien les travailleurs des P.M.E. que les multinationales.

Regardons le tableau suivant (extrait du Nouvel Observateur — lundi 30 Décembre 1974) :



Ce tableau est fort éclairant, il montre que depuis 1968 nous avons passé un seuil dans le taux de chômage, qui correspond à une intensification de la rentabilité à court terme du système.

La concentration capitaliste sacrifie les forces humaines du travail au profit du capital technique c'est-à-dire de la machine. Le seuil des 5 % de chômeurs par rapport à la population active est atteint. Demain, même si la conjoncture s'éclaircit, le système sera incapable de descendre en dessous d'un seuil bien supérieur aux taux des trois dernières années.

Un tel gâchis des forces productrices matérielles et humaines est aberrant au moment même où les besoins sociaux des travailleurs sont moins que jamais satisfaits.

Au-delà des astuces du gouvernement pour minimiser la crise de l'emploi — 790.000 demandes d'emploi selon les chiffres officiels (dont seulement 330.000 chômeurs secourus) ; plus d'un million selon les syndicats — il faut bien constater une aggravation constante du chômage en France depuis un an. Voici les chiffres publiés en mars 75 par le Parti Socialiste :

L'aggravation du chômage : un processus continu depuis un an

— demandes d'emploi. Taux d'accroissement mois par mois. Janvier 1974 — Déc. 1974.

DEC	JANV	FEV.	MARS	AVR.	MAI	JUIN	JUIL.	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DEC.
421,8	437,0	440,1	445,2	438,1	441,0	450,1	460,1	464,4	498,5	556,5	629,3	660,0
+ 6,9	+5,2	+3,1	+5,1	-7,1	+2,9	+9,1	+10,0	+4,3	+34,1	+ 58,0	+72,8	+30,7

Les premières victimes : les jeunes (et parmi eux surtout les jeunes filles) ;

Près de 50 % des demandeurs d'emploi sont des jeunes de moins de 25 ans à l'heure actuelle. Le pourcentage des jeunes parmi les chômeurs s'est régulièrement accru depuis 5 ans.

	% des jeunes parmi les demandeurs d'emploi
1969	19,7 %
1970	23,1 %
1971	27,2 %
1972	27,2 %
1973	29,7 %
1974 (juin)	32,6 %

Parmi les jeunes chômeurs de moins de 25 ans, les jeunes filles représentent 65 %.

Les cadres sont aussi touchés

— Nombre des cadres chômeurs inscrits à l'Association pour l'Emploi des cadres

1965	7 170
1968	15 400
1973	36 400

Et voici le commentaire qui était donné de ces chiffres :

— L'évolution par sexe et âge

Les demandes d'emploi ont nettement plus augmenté pour les femmes que pour les hommes. Le contraste est encore plus net entre les jeunes de moins de 25 ans et les autres. Les femmes et les jeunes sont les premières victimes de la crise.

— L'évolution par qualification

Le personnel qualifié, la maîtrise, les cadres et les techniciens avaient dans le passé une moindre propension à s'inscrire auprès des bureaux de chômage que le manœuvres et les ouvriers spécialisés. Le chômage touche maintenant toutes les catégories de la population active.

— L'évolution par groupe de métiers.

La croissance des demandes d'emploi a été sensiblement plus forte pour les métiers du commerce et des services (+ 135 %), que pour ceux de l'industrie (+ 67,6 %)

Le tertiaire et les « cols blancs » sont aussi touchés par la crise que les autres secteurs.

— L'évolution par région

On constate immédiatement que le midi de la France et la Bretagne sont les plus touchés par le chômage. C'est dans le Languedoc-Roussillon que le rapport demande-population salariée du secteur privé est le plus élevé. Mais dans la plupart de ces régions, le chômage n'est pas un phénomène récent. En revanche, les augmentations les plus fortes sont observées dans des régions jusqu'à présent relativement épargnées c'est le cas de la Picardie, celui de la Bourgogne et surtout celui de l'Alsace où le nombre des demandes d'emploi a plus que doublé en un an.

Or l'aide de l'Etat aux chômeurs est bien inférieure à ce qu'il proclame sans cesse : 330 000 en ont bénéficié selon les chiffres officiels, sur un total difficile à évaluer puisque les femmes et les jeunes qui n'ont jamais travaillé en sont exclus d'office. Quant à la fameuse loi d'octobre 74 apportant aux travailleurs licenciés pour raisons économiques une indemnisation de 90 % de leur salaire pendant un an, elle était si restrictive au départ et fut appliquée avec tant de mauvaise volonté que, selon les syndicats ouvriers, sur 90 000 personnes qui auraient dû en bénéficier au mois de janvier, seulement 11 000 (soit 4 % des chômeurs secourus) se sont vus reconnaître leurs droits. Pis, lors de la reconduction des dossiers à la fin du mois dernier, seuls ceux d'un peu plus de 7 000 travailleurs ont été retenus. Le scandale est là aussi : lorsque le chômage s'accroît, les lois sociales couvrent de moins en moins bien les victimes.

Dans ce tableau du marché de l'emploi il faut encore réserver la part peu glorieuse **des accidents du travail**. Ceux-ci augmentent régulièrement depuis 1968 : 1.125.000 accidents ou maladies professionnelles, en 1972 pour 13 millions de salariés qui cotisent au régime général de l'assurance maladie. A ce chiffre s'ajoute 117.833 accidents graves dont 2.406 mortels (2.038 en 1068). Le nombre de journées perdues s'élève à près de 29 millions (à côté, les 4 millions de journées perdues pour fait de grève sont ridicules). Le coût financier pour la France en est de 2 milliards de francs. Pour lutter contre une

telle évolution il faudrait un peu plus que les gadgets du Rapport Sudreau : il serait nécessaire de s'attaquer aux cadences et aux tâches répétitives, renforcer les normes de sécurité sur les chantiers, bref diminuer la rentabilité à court terme et remettre en cause le capitalisme.

C. LE LOGEMENT

Les besoins sont immenses. Le VIè plan avait conclu à la nécessité de construire 720 000 logements par an ; jamais ce chiffre n'a été atteint, puisqu'en 1974 le nombre des logements mis en chantier a diminué de 1 % (550 000 au lieu de 556 000 en 1973). Donc, la situation s'aggrave sous le pouvoir Giscardien. De plus, l'on considère la région parisienne qui regroupe un français sur cinq dans une zone très urbanisée et dont les problèmes reflètent ceux qui se posent ailleurs, on constate qu'il existe encore en 1975 50.000 logements sans eau, que 620.000 logements (soit 17,2 % du parc immobilier), ont pour seul élément de confort l'eau. Au total, moins d'un million de logements (soit 36,4 %) ont une installation sanitaire complète. Enfin les chiffres prouvent que 48 % des habitations n'offrent pas une superficie suffisante par rapport au nombre de personnes qui les occupent.

Dans ce secteur **la politique de classe n'a pas fait que s'alourdir** et particulièrement durant les douze derniers mois, si l'on considère le financement. Au milieu du Vè plan 80 % des logements neufs recevraient une aide de l'Etat ; en 1974 la loi de finances préparée par Giscard d'Estaing ramène ce taux à 65 %. Alors que l'Union nationale des organismes d'Habitation à Loyer Modéré réclamait en Juin dernier le financement de trois cent mille logements sociaux par an, nous relevons dans les décisions prises au mois de Mars par Monsieur FOURCADE après révision en hausse des objectifs ! — que le nombre des H.L.M. locatives mises en chantiers en 1975 s'élèvera à 110.000 et celles en accession à la propriété à 85.000, ce qui représente une diminution par rapport aux H.L.M. locatives réalisées en 1974 alors que le chiffre de l'an passé était déjà inférieur de 13 % à celui de 1973. Comme l'ont constaté les journalistes, les mini-relance de mars a profité aux entreprises privées mais elle exclut le logement social.

D. LA DENATURATION DU SERVICE PUBLIC

C'est la gauche au pouvoir — 1936, 1945 — et la volonté populaire qui ont imposé au capitalisme sauvage la nationalisation de certains secteurs clés de l'économie. Malgré les pervensions que subissent ces entreprises, elles sont citées en modèle à l'étranger. Cela veut dire que, tout en acceptant de répondre aux exigences du service public, ces sociétés se montrent compétitives. C'est pourquoi les Socialistes dans leur programme et dans le programme commun exigent de nouvelles nationalisations, autant pour les travailleurs de ces sociétés et l'ensemble des Français que pour les services spécifiques que de telles entreprises pourraient rendre à l'économie nationale. Mais depuis une dizaine d'années le pouvoir mène une politique de privatisation et de dénationalisation, que préconisait très clairement le Rapport NORA en 1967.

Ainsi, au nom de l'autonomie de gestion (sous-entendu de la rentabilité), la S.N.C.F. a été obligée de fermer ses lignes secondaires afin que son budger soit équilibré, ce qui laissait aux transports routiers un marché plus étendu. Au nom des mêmes principes les banques Paribas et Suez sont devenues actionnaires respectivement des entreprises publiques S.N.I.A.S. et S.N.E.C.M.A. : c'était en 1971 et 1972 et Giscard d'Estaing était alors ministre des Finances.

Giscard d'Estain, devenu Président, continue et aggrave cette politique. Le budger de 1975 prévoit que les concours de l'Etat aux entreprises nationales augmentent de 10 %, c'est-à-dire moins que la hausse prévisible des prix. Un tel budget, qui prétend freiner les investissements, atteint au premier chef les entreprises publiques qui doivent renoncer à leur programme de développement. Dans le même temps ces entreprises seront invitées à une internationalisations accélérée et à mettre, encore plus que par le passé, leur technique au service des grandes firmes internationales : par exemple, sous forme de participation à des accord liés, du type centrale électrique contre matières premières à bon prix.

Chacun se souvent comment les travailleurs des P.T.T. en grève, en novembre dernier, réclamaient 10.000 emplois supplémentaires, une titularisation des auxiliaires et une hausse des salaires pour défendre, outre leurs conditions de vie, le fonctionnement correct du service public. Le pouvoir a refusé ces revendications légitimes ; en revanche il ne réagit pas quand le SOCOTEL et la SOTELEC imposent aux P.T.T. des prix de matériel de télécommunication supérieurs de 15 % aux tarifs pratiqués à l'étranger.

On n'en finirait pas de citer les cadeaux que le pouvoir fait par P.T.T. interposées aux entreprises du secteur privé ; par exemple sur la distribution postale de la publicité : La Redoute et les Trois Suisses ont pu expédier leur catalogue de 1,5 kilo pour 2 francs à domicile et 1,20 franc au guichet. Le « CEDEX » a été institué pour soigner cette clientèle, tandis que la direction des P.T.T. laissait se dégrader l'acheminement et la distribution du courrier aux particuliers, c'est-à-dire, ce qui est directement du ressort d'un service public. Mais la poste proprement dite n'est pas la seule victime de cette politique, les défaveurs subies par les chèques postaux par rapport à la publicité dont a profité le reste du secteur bancaire est révélateur à cet égard. Les P.T.T. doivent acheter leur matériel de télécommunications aux sociétés d'économie mixte déjà citées SOCOTEL et SOTELEC derrière lesquelles se trouvent les trusts ITT, C.G.E., Thomson-Brandt qui réalisent ainsi des profits scandaleux (chiffre d'affaires du marché : 7,5 milliards de Frs).

Par ailleurs, Finextel, Codetel, Agritel, Créditel, derrière lesquelles se retrouvent les principales banques financent à concurrence d'une cinquième les investissements des P.T.T. qui payent des intérêts à ces firmes de leasing supérieurs à 9 %. Les P.T.T. doivent en outre emprunter 3 milliards de Frs en 1975 à l'étranger.

Enfin Lelong, à la fin 1974, a proposé une vieille idée de Giscard d'Estaing : séparer les téléphones du reste des P.T.T. pour en faire un établissement public industriel autonome.

De tels procédés que l'on retrouverait dans la mise en place du programme d'énergie nucléaire sont la conséquence d'une politique concertée de démantèlement du service public. Sur ce point au moins, Giscard d'Estaing et ses principaux lieutenants n'ont jamais caché leur sentiment : leur hostilité aux nationalisations est le fondement de la doctrine « libérale » qu'ils professent en économie. Ici plus que jamais « libéralisme » signifie loi de la jungle.

Pas de relance : tel est le mot d'ordre en ce début de printemps. Seulement une action partielle dite de soutien, qui ne pourra aider les salariés qui supportent le plus durement le chômage et la vie chère, mais qui confortera les profits des grandes entreprises. Selon Giscard d'Estaing les conditions techniques ne sont pas réunies pour permettre une relance massive. Serait-ce que « réunir les conditions techniques » consisterait à attendre le million et demi de chômeurs ? En fait, il semble bien que l'explication soit là, d'origine politique : la « crise » n'a pas encore produit tous les effets que souhaite le pouvoir. L'objectif est bien de passer à un stade supérieur de concentration capitaliste en favorisant les restructurations, en facilitant l'émergence de grands groupes, capables de se tailler une place dans le monde des multinationales. Dès lors, au détriment des P.M.E. et aussi du secteur public et nationalisé, l'incohérence apparente de la politique actuelle se comprend : on saisit pourquoi Giscard mise sur les exportations, sur les investissements en capital technique et non sur **la consommation des familles** qui représente pourtant plus de la moitié de la demande finale adressée à l'appareil de production. La reprise est volontairement suspendue aux décisions des grandes sociétés internationales. Giscard apparait, un an après, pour ce qu'il est : le jeune serviteur de la plus vieille des droites, un Président pour les privilégiés !

A cette politique, les socialistes opposent inlassablement un ensemble de mesures propres à relancer la croissance en dépassant l'alternative : chômage ou inflation ? Ni l'austérité, ni la vie chère, en effet, ne sont fatales, pourvu que nos dirigeants veuillent se donner les moyens d'une réelle **indépendance** de l'économie nationale.

Après une phase technique de relance viendrait très vite, selon les socialistes, le moment de s'attaquer aux vraies causes des difficultés actuelles : réduire les inégalités qui sont sources d'inflation, accroître notre potentiel d'exportation par une aide sélective, fondée sur des critères sociaux et politiques à la fois, planifier de façon décentralisée les investissements, accroître le pouvoir de décision des travailleurs dans l'entreprise. Telle est la voie originale que 49,1 % des français avaient choisie le 19 Mai 1974, telle est la voie que l'opinion publique imposera bientôt au plus vieux de nos « jeunes » Présidents.

IV

PROPOSITIONS SOCIALISTES :

en matière économique et dans le domaine international.

1. Une autre politique économique est nécessaire.

A – Continuité des propositions socialistes depuis la signature du Programme Commun :

La position des socialistes en matière de politique économique n'a pas varié depuis la signature du Programme Commun, en Juin 1972. L'objet du Programme Commun était de fixer les lignes directrices et les instruments (nationalisations par exemple) d'une politique de gauche. La démarche de François MITTERRAND et du Parti Socialiste a donc consisté à confronter cet ensemble de principes et de mesures avec l'évolution de la situation économique de façon à dégager sans cesse les modalités de leur application.

a) ainsi, dans **la lutte contre l'inflation** qui reste prioritaire, les mesures proposées aux français, sont à l'opposé de la politique gouvernementale et s'inscrivent dans cette continuité :

– blocage temporaire des prix (Programme Commun, Mai 1974, Septembre 1974).

– réduction des taux de TVA sur les biens de première nécessité (Programme Commun, mai 1974, septembre 1974, février 1975 : conférence et déjeuner de presse).

– indexation de l'épargne populaire (Programme Commun et campagne présidentielle : en outre, en septembre 1974, création d'un livret « C » de Caisse d'Epargne et emprunt de 20 milliards indexé sur les prix, cette dernière proposition ayant déjà été faite en mai 74, l'ensemble a été repris en février 1975.

– garantie du plein emploi : l'emploi a toujours fait l'objet des préoccupations de la gauche : il y va du niveau économique, mais aussi de la dignité des travailleurs ; ses mises en garde continuelles et ses propositions sont restées lettre-morte. Rappelons-les brièvement :

* meilleure rémunération des chômeurs, des jeunes à la recherche d'un premier emploi (2/3 du SMIC), réduction de la durée du travail à revenu constant, formation professionnelle améliorée (campagne présidentielle ; février 75).

* garantie de formation en cas de licenciement : conférence de presse du 3 décembre 1974.

* recrutement massif dans les services publics par un collectif budgétaire : P.T.T., Education Nationale, Santé (conférence de presse du 13 février 1975).

* la lutte contre le chômage dans une perspective de promotion individuelle et collective des travailleurs a fait l'objet d'un large développement au cours d'un déjeuner de presse, le 21 février 1975, en raison de la détérioration de l'emploi depuis Mai 74.

– réduction des inégalités et correction des injustices ; ont été proposés : échelle mobile, relèvement du SMIC, relèvement de 50 % de l'allocation vieillesse (campagne présidentielle ; mêmes mesures en septembre 1974 et février 1975) ; en décembre 1974, la proposition de relèvement du SMIC est portée à 1500 francs ; en février 1975, F. MITTERRAND propose « l'allègement de l'impôt sur le revenu pour tous les salariés au dessous de 2500 francs par mois ».

b) En ce qui concerne **l'équilibre commercial** et **la défense de la monnaie**, le Programme et le Programme Commun préconisaient une politique énergique.

– lors de la campagne présidentielle, face à une situation de déficit commercial de 20 milliards de francs, F. MITTERRAND envisage une rigueur monétaire accrue : « retour du franc dans le serpent européen », « développement de l'exportation », « régulation sérieuse du crédit combinée à l'utilisation efficace des instruments actuels du contrôle des changes ».

c) Enfin, **le Plan** : tandis que la politique giscardienne, au nom d'un pseudo libéralisme, rompt avec la tradition gaulliste en organisant la déplanification et le pilotage à vue, le Programme Socialiste et le Programme Commun donnaient à la planification démocratique une place privilégiée dans « le fonctionnement cohérent de l'économie nationale ».

L'incohérence d'une telle gestion contraste avec la constante et parfaite cohérence des propositions socialistes en matière économique.

B – Cohérence

Dénonçant la faillite de la politique économique de la Ve République, le Programme Commun s'était attaché à dégager les lignes de force d'une nouvelle logique économique et à proposer une série de mesures applicables pendant les 5 années d'une législature. La campagne de mai 74 a permis à François MITTERRAND d'inscrire dans cette logique un plan cohérent en trois étapes, que le Parti Socialiste a sans cesse repris et actualisé depuis.

Rappelons ce « plan gigogne », où la réussite de chaque étape devait conditionner le passage à la suivante ; cela fera apparaître d'autant plus clairement tout ce qu'il entre d'incapacité dans le « pilotage à vue » dont Giscard fait une spécialité depuis une dizaine d'années :

a) * **Dans les six premiers mois : « une monnaie plus forte »**

« Le problème conjoncturel que nous avons à résoudre est complexe dans la mesure où l'héritage est lourd. Il s'agit, en effet, à la fois :

– de stopper l'inflation

– de garantir le plein emploi ou les ressources équivalentes

– de corriger tout de suite les injustices les plus criantes

– de rétablir l'équilibre extérieur ».

Et pour **stopper l'inflation**, il énonçait une série de mesures tout à fait opposées à la politique de récession suivie par l'actuel Ministre des Finances :

« Deux mesures immédiates sont mises en œuvre :

– **un blocage temporaire des prix**

– **une réduction du taux de TVA** sur les biens de premières nécessité pour lesquels il n'y a pas de goulots de production.

Il faut dans le même temps éviter une brutale accélération de la consommation d'ensemble :

– **l'indexation de l'épargne** confortera l'épargne populaire et stoppera l'érosion immorale par l'inflation.

– **l'emprunt de 10 milliards** indexé sur les prix ira dans ce sens, en dehors des fonds qu'il fournira pour financer les investissements publics et industriels indispensables.

En ce qui concerne la correction des injustices les plus criantes, il préconisait entre autres mesures, le relèvement du SMIC à 1.200 F et l'échelle mobile des salaires, chiffrant à 1 % de la production intérieure brute la dépense envisagée.

Pour le rétablissement du **commerce extérieur**, les moyens proposés étaient les suivants :

« politique systématique de revalorisation du franc avec retour dès que possible dans le serpent européen ; discipline collective pour l'utilisation de l'énergie ; développement de l'exportation sur les marchés extérieurs à la C.E.E. ; contrôle strict des transferts de redevances sur brevets et licences ; régulation du crédit.

b) * **Dans les 18 mois suivants : « maîtriser l'économie ».**

« Il faut redonner à la collectivité nationale la maîtrise de son économie, et ce sera priorité de la période qui suivra le rétablissement monétaire ».

Et pour cela, il précisait : « Redonner à la collectivité nationale la maîtrise de son économie, exige des actions de trois types. Il faut :

— transformer le rôle de l'Etat

— lancer les politiques structurelles les plus immédiatement nécessaires

— définir et engager la politique économique internationale de la France ».

Cette étape débouchait enfin sur la période décisive de cinq ans où devait être élaboré et mis en œuvre un nouveau modèle de société.

c) * **Dans les cinq ans : « une croissance plus consciente ».**

« Il s'agira de réorientier les besoins et donc la demande aux entreprises vers des biens plus significatifs **d'un projet de civilisation.** A mon sens, les cinq options majeures d'un tel plan devraient être les suivantes :

1 — donner à chacun le temps de vivre (conditions de travail, durée du travail, vacances, transports urbains) ;

2 — revaloriser les fonctions techniques dans l'entreprise et permettre une accession plus large à la prise de décision :

3 — réduire les inégalités de toute nature (santé, pouvoir, savoir) et créer les bases concrètes d'un accès réel à l'égalité sociale. Il faudra pour cela sortir en partie de l'économie marchande en allant vers la gratuité des transports urbains et celle de la santé, grâce à la maîtrise de la Sécurité Sociale et des groupes pharmaceutiques ;

4 – réorienter les productions vers les exigences de qualité de la vie (biens plus durables, écologie, équipements des villes, protection de l'environnement, services sociaux) ;

5 – Intégrer durablement la France dans l'économie internationale en diversifiant ses échanges pour assurer son indépendance dans le cadre d'une véritable Europe. »

Mais, soulignait F. MITTERRAND : « un plan social et décentralisé est l'instrument de ce choix de société ».

Ainsi s'articulaient les propositions réparties en trois étapes qui correspondaient à une rigoureuse cohérence interne et découlaient des impératifs légués par la gestion de la droite : d'abord stopper l'inflation sans provoquer le chômage : ensuite, entreprendre des réformes de structure dans les domaines en déséquilibre (énergie, agriculture, exportations), enfin amorcer une transformation profonde en élaborant un nouveau projet de société fondé sur la planification démocratique. Progressif et cohérent, cet ensemble de mesures reposait et repose encore dans la mesure où il a été sans cesse repris depuis, sur l'idée que, pour les socialistes, **il n'y a pas d'un côté une politique économique et de l'autre une politique sociale,** mais seulement une politique globale qui a des implications sociales évidentes. On ne peut nier que cette attitude est à la fois plus humaine, parcequ'elle est attentive au sort des travailleurs, et plus rationnelle, parcequ'elle se place au niveau de la gestion de plus en plus complexe de nos pays industrialisés.

Enfin, cette cohérence se manifeste par **l'impact que les mesures proposées ont eu sur l'opinion publique** depuis un an : la controverse sur l'indexation de l'épargne populaire durant l'hiver ou le débat permanent sur la fiscalité en sont la preuve dans des domaines limités. Sur l'essentiel, c'est-à-dire le choix que ferait la droite de ralentir (si peu!) l'inflation par une politique de régression sociale, F. MITTERRAND avait un choix en mai 74 et, ses mises en garde ont été, hélas, confirmées aussi bien par les faits que par les chiffres. Par contre-coup, l'ensemble de mesures qu'il préconisait s'est trouvé validé et demeure une alternative crédible à la politique actuelle. Sur quoi repose cette autre politique ?

Sur l'idée que la maîtrise de l'inflation ne passe pas par le renchérissement du crédit ou par le chômage comme le croyaient les économistes d'il y a quarante ans ; en effet, la raréfaction du crédit freine l'expansion par la limitation des investissements, alors que les principaux foyers de hausses des prix (et notamment ceux liés aux inégalités) ne sont pas éteints. D'où la force et la cohérence des propositions socialistes qui combinent les mesures conjoncturelles (indexation de l'épargne populaire par exemple, relance de l'emploi) et réformes de structure pour sortir de l'impasse de la « stagflation » (inflation en même temps que stagnation de l'économie) dans laquelle s'enferre la politique traditionnelle de la droite en France, mais aussi aux USA et dans d'autres pays industrialisés.

C — Face aux conservateurs incapables, des Socialistes crédibles.

Non contents d'occuper le terrain économique, les socialistes ont su se rendre crédibles à la majorité des français.

a) Un vieux complexe !

« La gauche n'a pas de politique économique ». Tel était le leitmotiv de la droite jusqu'à ces dernières échéances électorales. Le choc provoqué par le Programme Commun en 1972, son contenu, ont contribué à donner un nouveau visage à la gauche. Les élections législatives de mars 73 ont été surtout consacrées à débattre de ce Programme et de son contenu économique.

Tout en le critiquant, les candidats du pouvoir ont fabriqué, à la hâte, un autre programme ; le Programme de Provins, catalogue de mesures hétéroclites et pâle imitation des propositions de la Gauche. Au fait, qui s'en souvient encore ? Qui a vu, par exemple, réalisées les 2 000 crèches promises ?

Nombreux furent les spécialistes de l'économie qui jugèrent le Programme Commun, puis la campagne de François MITTERRAND empreints de sérieux et de rigueur. On se rappelle d'ailleurs que deux « Prix Nobel » avaient estimé en mai 74, que le programme économique de François MITTERRAND était plus réaliste que celui du candidat Giscard d'Estaing. Mais la crédibilité ne se bâtit pas uniquement sur la faiblesse des gestionnaires de la droite, ni sur la réputation faite par une presse spécialisée.

La crédibilité se nourrit de l'adaptation des mesures proposées à la réalité.

La rigueur et la vertu économiques sont maintenant à Gauche.

Chaque proposition faite depuis le Programme Commun a été systématiquement chiffrée. De cette façon, les français étaient pris à témoin. Toute démagogie a constamment été écartée.

François MITTERRAND, à propos des mesures sociales incluses dans son programme économique indiquait en mai 74 : « Tout cela a été chiffré et correspond pour le budget 1974 à un coût global de 9 milliards de francs que couvrent les excédents inflationnistes du budget. Si l'on ajoute le coût de la hausse du SMIC qui n'est pas à la charge de l'Etat, le coût de ces mesures pour la collectivité nationale représentera 1 % de la Production Intérieure Brute ». « Bien sûr, il ne s'agit là que des mesures sociales immédiates évaluées avec les informations dont je peux disposer. Elles ne constituent que les premiers éléments du projet social que j'aurais l'occasion d'aborder par la suite.

J'ajouterai que, dans ce cadre, notre souci constant est et sera la rigueur. Nous avons strictement limité nos dépenses immédiates aux ressources connues. Or, il y a un doute sur ces dernières car le ministère des Finances monopolise et manipule l'information financière et économique.

Il est évident que si les moyens financiers sont plus élevés, nous relèverons aussi nos objectifs. Je crains, d'ailleurs, dans cette campagne électorale, une débauche de promesses démagogiques qui, une fois de plus, ne seraient pas tenues et ne donneriaent aux Français que de la fausse monnaie, aggravant l'inflation. « Qu'il avait raison de craindre ! »

La clairvoyance conduisait aussi le candidat commun de la Gauche à insister sur le fait qu'il ne faut « **jamais créer une demande sans créer d'offre**, ne pas proposer de dépenses sans avoir de ressources, pour ne pas aggraver l'inflation ».

Cette évidence apparemment inconnue des autres candidats et surtout de Giscard dont la campagne fut un chef-d'œuvre de démagogie a constamment sous-tendu les propositions socialistes depuis un an : planification de la croissance afin d'éviter les secteurs générateurs d'inflation, résorbtion du déficit commercial, politique visant à une monnaie plus forte réintégrant le « serpent monétaire » européen ; crédit plus sélectif : agriculture plus exportatrice, etc . . . François MITTERRAND expliquait le 18 avril 74 : « Il faut limiter les mesures sociales aux plus-values fiscales constatées : 9 milliards de francs ». Il reprenait, lors de sa conférence de presse du 24 Septembre 74 : « Les excédents du budget 1974 et ceux du budget 1975 pour l'année à venir, financement les mesures destinées à « réduire les injustices sociales les plus criantes ».

A nouveau, les 15 et 21 février 1975, François MITTERRAND, au nom du P.S., proposant un ensemble de mesures de relance pour résorber le chômage, indiquait très précisément **où seraient trouvées les ressources nécessaires** : « . . . une augmentation du taux de la TVA sur les produits de luxe, la taxation des plus-values et la création de l'impôt sur les grosses fortunes ». Et il concluait :

« Donc, avec 1,2 milliards, on peut créer 33.000 postes pour jeunes. Or, on a stérilisé plus de 7 milliards en 1974, préférant réduire le rôle économique de l'État plutôt que de créer des emplois nécessaires ». Ainsi, à chaque proposition correspond un moyen de financement précis, faisant chaque Français juge du sérieux de la démarche.

Peut-on dès lors, crier à « l'irresponsabilité de la Gauche » lorsque les Socialistes font des propositions concrètes, constructives et argumentées en matière économique ? N'est-ce pas une façon pour nos adversaires de vouloir conserver le pouvoir malgré une gestion défaillante ? Pourtant ils savent bien

l'écho que rencontrent ces propositions dans l'opinion publique. C'est justement ce qui explique la formidable offensive idéologique menée par Giscard autour du maigre bilan de sa première année de pouvoir. D'où viendrait sinon un tel déploiement de mots et une telle débauche de slogans ?

2. Dans le domaine international.

La stratégie du Parti Socialiste est restée fidèle depuis un an au principe énoncé dans son programme « changer la vie » et selon lequel « la politique étrangère prendra en considération la situation actuelle découlant de l'évolution récente des relations internationales, des progrès de la détente, ainsi que de la lutte des classes dans le monde contemporain et notamment du renouveau de son rôle en Europe occidentale ».

C'est une stratégie volontariste qui a pour objectif la transformation des institutions et des rapports internationaux, au nom de l'internationalisme et du socialisme, et qui a pour moyen une présence plus active et plus dynamique de la France dans la société internationale.

C'est le sens de la formule qui servit d'axe à F. MITTERRAND lors de la campagne présidentielle de **« Une France plus présente »**. Et il commentait ainsi sa formule, le 2 Mai 1974 :

« Un France socialiste peut trouver l'heureuse synthèse entre la projection universelle et la défense vigilante, les intérêts nationaux ». Depuis lors, l'action des socialistes a consisté à appliquer ce principe aux réalités internationales, en développant et approfondissant les thèmes avancés pour le candidat commun de la gauche.

Cette continuité de la politique étrangère du P.S. s'exprime dans les quatre domaines essentiels de la vie internationale actuelle : la crise du capitalisme, l'Europe, la détente, l'avenir de l'humanité.

La crise du capitalisme et ses conséquences politiques.

Le P.S. a entrepris l'analyse approfondie de la « crise » de façon à ce que le diagnostic le plus juste soit établi : la « crise » actuelle est, en fait, la manifestation la plus récente d'une phase nouvelle de l'évolution du système capitaliste. Ce dernier entre dans une phase de restructuration que la hausse du pétrole n'a fait qu'accélérer, mais dont les origines remontent déjà à une dizaine d'année.

L'inflation organisée par les grandes entreprises internationales pour maintenir le taux de profit maximum et le déficit permanent de la balance des paiements américaine, constituent les deux mécanismes essentiels du néo impérialisme et sont porteurs de la hausse accélérée des prix et de la dislocation du système monétaire international. En définitive, la baisse du taux de rentabilité des grandes entreprises a conduit à des réactions de

défense qui ont complètement déréglé les mécanismes « libéraux » du système économique mondial. On voit bien là les conséquences d'un « libéralisme » économique, qui n'est en fait que l'acceptation de la loi de la jungle dans notre société.

Cette difficile phase de restructuration de l'économie capitaliste conduit à un certain désarroi et donc au durcissement des rapports politiques.

– Quelle politique développer face à cette situation ?

Il ne s'agit pas de se réjouir naïvement de la « crise » et de souhaiter son aggravation, car la situation géographique et politique de la France fait que nous ne pourrions pas échapper aux conséquences de ces difficultés.

Il faut plutôt s'attacher à développer un nouvel équilibre politico-économique, au sein du système occidental, à partir de la réduction de nos dépendances.

« L'indépendance de la France passe aujourd'hui par un rééquilibre de la balance de paiements. Cela signifie aujourd'hui une politique exportatrice extrêmement sélective, le développement prioritaire des secteurs à haute valeur ajoutée et à l'agriculture, notamment par l'intermédiaire du secteur public. » (F. MITTERRAND, Conférence de Presse, 3 Décembre 1974).

Il faut, avant tout, se donner les moyens techniques, économiques, commerciaux de résister à l'entreprise d'intégration tous azimuts menée actuellement par les entreprises et la politique extérieure américaines.

L'impératif de l'indépendance nationale affirmé depuis toujours par les socialistes, prend tout son sens à l'heure de la « crise ».

L'Europe

Les socialistes savent très bien qu'aucune puissance européenne moyenne ne peut complètement se dégager du système politique dans lequel elle se trouve. La véritable issue, en fait, est la contruction d'une Europe occidentale, marquée par le socialisme : « la poursuite de la concentration capitaliste qui est devenue multinationale et mondiale fait que l'Europe est de trop. Les socialistes doivent comprendre que l'Europe peut être une structure de combat. Notre stratégie doit être de cantonner l'adversaire. L'Europe peut être un moyen de le cantonner. » **(F. MITTERRAND, Rencontre de l'ISER, 5 Octobre 1974).**

Or, une politique européenne passe avant tout par la démocratisation des institutions et le développement des politiques communes (politique sociale, énergétique, économique . . .), car il s'agit de s'engager avec détermination dans la construction d'une C.E.E. (Communauté Economique Européenne) qui ne soit pas seulement une zone de libre échange.

Mais aujourd'hui, l'Europe n'a jamais été aussi loin de cette évolution. Au sein de la C.E.E., la « crise » a eu pour effet d'accentuer les différences et de faire diverger les économies :

« L'Europe des 9 est désormais en question ». D'autant plus que le grand capital a des visées qui dépassent l'aire des 9 pays qui la composent. L'Europe libérale ne peut pas avoir de second souffle, car elle a déjà donné tout ce qu'elle pouvait donner. Même de « petits pas » ont besoin d'un grand élan. Cet élan partira d'un projet où les peuples trouveront un raison de vivre. Sinon, il n'y aura qu'échec (F. MITTERRAND, **Nouvel Observateur**, 25.11.74).

La « crise » peut être en définitive la chance ultime de la C.E.E., si cette dernière prend enfin conscience de son destin collectif et de sa spécificité.

Cependant, depuis un an, une donnée nouvelle est apparue en Europe occidentale avec l'évolution politique interne des Etats méditerranéens Grèce, Italie, Espagne, Portugal . . . Il s'agit d'apprécier les aspects positifs de cette évolution et de voir dans quelle mesure les forces socialistes de cette partie de l'Europe pourront nouer entre elles des liens nouveaux de solidarité et appréhender de la même façon la perspective d'une Europe démocratique et socialiste. Pour ce faire, le Parti Socialiste a pris l'initiative **d'une rencontre des partis socialistes méditerranéens** qui aura lieu à l'automne (Motion du Congrès de Pau, Février 1975).

Autrement dit, il ne s'agit pas de lâcher l'Europe des 9 pour une autre Europe, mais bien au contraire, de saisir toutes les occasions qui s'offrent pour renforcer un tissu démocratique européen, du développement de la construction européenne.

La Détente

« La recherche obstinée de l'harmonie du continent européen » objectif avancé par F. MITTERRAND dans sa Conférence de Presse du 2 mai 74 a conduit depuis lors le Parti Socialiste à réaffirmer ses vues sur l'avenir de la sécurité européenne.

L'aspiration à l'égalité et à l'indépendance des nations qui ont la majorité au sein de **la Conférence de Sécurité et de Coopération Européenne** est telle que la France serait suivie avec enthousiasme si elle prenait des initiatives visant à accélérer et à amplifier les débats de la Conférence et à jeter les bases d'un système de sécurité collective européen, capable de se substituer au système des blocs et des zones d'influence. A ce titre, le Parti Socialiste, contrairement au gouvernement actuel, est très favorable à une présence dynamique de la France au sein de la Conférence, en liaison tant avec les 9, qu'avec les pays membres, non alignés et socialistes, désireux de secouer le joug de la bipolarité en Europe.

Par ailleurs, le Parti Socialiste recherche les voies d'un véritable désarmement régional qui permettrait de faire du continent européen une zone de moindre tension militaire et accroitrait les possibilités d'établir des garanties et un contrôle propres à prévenir toute situation de crise politico-militaire en Europe. A ce titre, il est favorable, contrairement au gouvernement actuel, aux négociations sur la réduction des forces. C'est pourquoi, fort logiquement, le Parti Socialiste critique les aspects négatifs de la politique menée par les deux grandes puissances dans la mesure où cette dernière traduit un commun accord pour institutionnaliser le statu quo et maintenir les zones d'influence.

L'avenir de l'humanité.

Le « mondialisme » giscardien est complètement absent dans les grands débats et les institutions où se traite actuellement l'avenir de l'humanité.

Le socialisme, parce qu'il est internationaliste, considère que les grands probemes de la société internationale doivent être traités par l'ensemble des Etats et dans l'intérêt de l'humanité toute entière. La France doit apporter sa contribution à cet effort collectif. Trois problèmes sont actuellement l'objet des préoccupations du Parti Socialiste : le désarmement, le Tiers-Monde, la situation matérielle de l'humanité.

— En matière de désarmement, le progrès véritable est lié au renforcement de la sécurité et de la confiance internationales. Mais, il est possible et même nécessaire de mettre en œuvre immédiatement certaines mesures dans le cadre d'un désarmement partiel, car tout le désarmement partiel contribue à développer la confiance internationale. A ce titre, la France doit être présente à la conférence de Genève et y faire des propositions pour relancer la négociation.

— A l'égard du Tiers-Monde, il s'agit de faire tout ce qui est possible pour aider à « guérir la misère du monde ». Le manque d'imagination et surtout de générosité dans les accords de coopération est plus grand : la trame de la coopératin date encore des années 60. Il faut bâtir une nouvelle politique qui tienne compte tout à la fois de la volonté d'indépendance économique, des nouveaux Etats, de l'efficacité nécessaire de l'aide et des inégalités de richesse récemment apparues dans le Tiers-Monde.

Cela implique un développement de l'aide multilatérale négociée entre groupes d'Etats (C.E.E., Afrique, etc . . .) ou entre organisations internationales et Etat en voie de développement. L'internationalisme s'exprime aujourd'hui notamment par la soutien et la participation active aux organisations internationales intéressées au développement.

— Pour ce qui est de la situation matérielle de l'humanité, le Parti Socialiste s'est vivement intéressé aux grandes conférences internationales qui ont

cherché à faire le point sur quelques grands problèmes : la démographie (Conférence de Bucarest), l'alimentation (Conférence de la F.A.O. à Rome), la révision du droit de la mer (Conférence de Caracas).

Un clivage s'y est généralement fait entre les pays nantis et les autres : la France de Giscard d'Estaing n'a pas hésité à conforter le camp des nantis. Une politique socialiste montrerait au contraire une solidarité active aux nations les plus défavorisées.

Tel était le sens des paroles de F. MITTERRAND, candidat unique de la Gauche :

« J'ai déjà eu l'occasion de définir cette politique d'une formule qui a besoin d'être expliquée ; lorsque j'ai dit, dès le premier jour de cette campagne présidentielle : « La France plus présente »., c'est parce que je crois qu'indépendamment de la présence réelle, physique, d'un pays, dans des Conférences — nous ne sommes pas présents partout — il y a une présence intellectuelle, spirituelle, historique que la France à su, à travers les temps, dans de grands moments de son histoire, signifier au reste les temps, dans de grands moments de son histoire, signifier au reste du monde.

Je suis, comme la plupart de mes amis politiques, quelqu'un de très réticent à l'égard de toutes les manifestations du nationalisme, mais je suis très sensible à tout ce qui peut marquer, en tant que patriote, le rôle de la France en tant que semeur d'idées, défenseur de propositions universelles qui tendent à donner à la civilisation du monde une certaines portée. Cela s'est produit, je le répète, en différents temps, particulièrement depuis 1789 mais auparavant déjà aussi. Ce sont ces grands moments qui m'inspirent ».

Pas de relance : tel est le mot d'ordre en ce début de printemps, Seulement une action partielle dite de soutien, qui ne pourra aider les salariés qui supportent le plus durement le chômage et la vie chère, mais qui confortera les profits des grandes entreprises. Selon Giscard d'Estaing les conditions techniques ne sont pas réunies pour permettre une relance massive. Serait-ce que «réunir les conditions techniques » consisterait à attendre le million et demi de chômeurs ? En fait, il semble bien que l'explication soit là, d'origine politique : la « crise » n'a pas encore produit tous les effets que souhaite le pouvoir. L'objectif est bien de passer à un stade supérieur de concentration capitaliste en favorisant les restructurations, en facilitant l'émergence de grands groupes capables de se tailler une place dans le monde des multinationales. Dès lors, au détriment des P.M.E. et aussi du secteur public et nationalisé, l'incohérence apparente de la politique actuelle se comprend : on saisit pourquoi Giscard mise sur les exportations, sur les investissements en capital technique et non sur **la consommation des familles** qui représente pourtant plus de la moitié de la demande finale adressée à l'appareil de production. La reprise est volontairement suspendue aux décisions des grandes sociétés internationales. Giscard apparait, un an après, pour ce qu'il est : le jeune serviteur de la plus vieille des droites, un Président pour les privilégiés !

A cette politique, les socialistes opposent inlassablement un ensemble de mesures propres à relancer la croissance en dépassant l'alternative : chômage ou inflation ? Ni l'austérité, ni la vie chère, en effet, ne sont fatales, pourvu que nos dirigeants veuillent se donner les moyens d'une réelle **indépendance de** l'économie nationale.

Après une phase technique de relance viendrait très vite, selon les socialistes, le moment de s'attaquer aux vraies causes des difficultés actuelles : réduire les inégalités qui sont sources d'inflation, accroître notre potentiel d'exportation par une aide sélective, fondée sur des critères sociaux et politiques à la fois, planifier de façon décentralisée les investissements, accroître le pouvoir de décision des travailleurs dans l'entreprise. Telle est la voie originale que 49,1% des français avaient choisie le 19 mai 1974, telle est la voie que l'opinion publique imposera bientôt au plus vieux de nos « jeunes » Présidents.

ARGUMENTAIRE

I. — L'offensive idéologique du giscardisme : un vieux modernisme.

1. — Démystification du discours

De quelle façon Giscard tente-t-il de faire supporter aux français sa politique d'austérité ?

Par une offensive idéologique de grande envergure qui se développe essentiellement sur les thèmes suivants :

— un modernisme vieux comme l'Empire déjà libéral de 1860.

— un libéralisme synonyme de loi de la jungle.

— un changement que l'on « accompagne » sans jamais le susciter.

— une gestion des affaires publiques tendant à faire de la fatalité une méthode de gouvernement.

— une « petite musique diplomatique » qui voudrait être une politique étrangère « mondialiste ».

— une politique réformiste dont les réformes sont absentes.

2. — L'économie mise en scène.

Grâce à cette « fumée de mots », la présentation au public de l'actualité économique n'équivaut-elle pas à une « mise en scène » ?

Il s'agit, en effet, d'attirer l'attention des français, par un jeu d'ombres et de lumières sur les éléments favorables du moment. Mais, le chômage et l'inflation sont trop liés à la restructuration industrielle, c'est-à-dire à l'intérêt des firmes internationales, pour être combattus efficacement par le gouvernement, qui cherchera seulement à éviter par le conditionnement qu'ils deviennent insupportables.

II. — Bilan d'un an de pouvoir.

1. — Le trompe l'œil des maigres acquis.

Qu'est-ce qu'une politique du trompe l'œil ? C'est l'attitude consistant à se prévaloir de réformes (majorité à 18 ans, interruption volontaire de la grossesse, projet de réforme du divorce) réclamées depuis 10 ans par la gauche et qui — aujourd'hui de par leur contenu — ne sont qu'un ajustement de la loi sur la réalité des mœurs. En outre, les contradictions internes de ces trois lois sont nombreuses : l'avortement est toujours réservé aux femmes riches (pas de remboursement par la Sécurité Sociale) ; l'application de la loi est très difficile ; la politique de la famille — complément indispensable d'une telle réforme — est négligée.

Le projet de divorce par consentement mutuel se heurte à d'énormes oppositions au sein de la majorité.

Encore une fois, le gouvernement s'arrête en chemin, là où précisément des dépenses sociales auraient été nécessaires.

« Les vrais réformes sociales sont celles que l'on fait sans dépenser d'argent » (Giscard — Avril 1974, Campagne présidentielle)

2. — La continuité dans le changement : les « grands projets ».

Que sont devenus les « grands projets » du candidat Giscard (Education, entreprises, fiscalité ») ?

a) Le projet Haby a été rédigé sans consultation préalable et fait l'objet d'une opposition générale.

Parce qu'il est profondément inégalitaire,

parce qu'il soumet l'école aux exigences professionnelles, financières et idéologiques de la classe dominante ;

b) le rapport Sudreau se refuse à toute hardiesse : (« le rapport considère la somme d'efforts maximum que la société française est capable de consentir » (conférence de presse de Sudreau, 13.2.75) : ne cherche qu'à « humaniser » l'entreprise capitaliste grâce à un catalogue de « banalités réfléchies ».

c) la réforme fiscale est toujours attendue. Et pour cause . . .

3. — Dans le domaine international : du jobertisme au giscardisme.

L'activité diplomatique du gouvernement annonce-t-elle une nouvelle politique étrangère ?

Le style est sans doute différent (mondialisation des problèmes). Il vise à concilier les thèses des divers courants de droite qui ont porté Giscard au pouvoir (de Lecanuet à l'U.D.R.).

La « petite musique diplomatique » illusionne, mais ne résoud rien : dépendance commerciale et financière de la France ; développement de la concurrence internationale sur les marchés extérieurs ; place et rôle de la C.E.E. ; futur plan de sécurité européenne ; prolifération nucléaire, etc . . .

III. — Asservir l'économie nationale

Quels changements les français ont-ils constaté depuis Mai 1974 ? Ne continuent-ils pas à subir presque le même taux d'inflation ? Ne constatent-ils pas que l'emploi est de plus en plus menacé ? Leurs conditions de vie (logement, temps de loisir, environnement) ont-elles changé ?

En un mot, les français ont-ils des raisons de croire encore en Giscard ? Non, car :

— Giscard falsifie la vérité lorsqu'il reporte sur l'étranger, sur le pétrole, sur les salaires, sur le laxisme d'une politique passée, qu'il a lui-même inspirée, la responsabilité de l'inflation galopante qui, à ses yeux, justifie aujourd'hui la stagnation économique.

— Giscard manipule l'opinion lorsqu'il annonce des résultats et avance des chiffres dont la signification profonde n'est pas explicitée.

— qu'en est-il du « slogan » giscardien de Mai 1974 (Un Président pour tous les français) pour les jeunes, les chômeurs, les salariés modestes, les petits entrepreneurs ?

IV. — Les propositions socialistes.

Quelle place les socialistes ont-ils tenu dans l'actualité politique et économique depuis un an ?

Ils se sont sans cesse placés dans une attitude de proposition. Les différentes interventions de leurs dirigeants sont caractérisées par la cohérence, la continuité et la crédibilité.

1. — Cohérence

Les socialistes ne proposent pas un « traitement homéopathique » ou une « gestion de l'imprévisible » pour résoudre les difficultés économiques françaises.

Les solutions qu'ils préconisent forment un plan d'ensemble, sans laisser dans l'ombre tel ou tel aspect, sans hésiter à entreprendre les réformes structurelles, sans négliger l'environnement international, ni les faiblesses héritées d'une gestion conservatrice depuis plus de 15 ans.

2. — Continuité

Avec le Programme Socialiste et le Programme Commun de Gouvernement (1972), la Gauche a exposé les moyens d'une nouvelle politique. Le programme économique de François MITTERRAND en Mai 1974, puis les solutions préconisées depuis (Septembre, Décembre 74, Février 75) sont inspirés des principes de cette politique.

3. — Crédibilité

La crédibilité de la gauche, reconnue par deux prix Nobel, en Mai 74, repose sur le respect des réalités et la précaution prise de ne jamais rien avancer sans l'avoir chiffré au préalable. Seule la gauche a la volonté et la possibilité de conduire le changement.

Treize millions de français ont compris qu'une nouvelle politique était possible, qu'un autre modèle de société était souhaitable. Pourquoi d'autres français ne se laisseraient-ils pas, eux-aussi, convaincre.

Un an après les élections présidentielles, un groupe de militants publie

BATTRE LA CAMPAGNE

Le récit de l'opération des « Caravanes du 19 mai » : dans les rues, sur les marchés ou sur les plages, un responsable politique entouré d'écrivains et d'artistes engage le dialogue avec la population. Témoignages de Nicole Avril, Suzanne Prou, Catherine Sauvage, Georges Conchon, Gérard Delfau, Gilles Dreu, Jérôme Peignot, Bernard Pingaud et de plusieurs secrétaires fédéraux. Une expérience originale, un livre passionnant pour tous ceux qui s'intéressent à la dimension culturelle de l'action politique.

Editions TEMA-ACTION :
192 pages, 15 F.
(Prix spéciaux pour achats groupés).

Passez vos commandes au
CLUB SOCIALISTE DU LIVRE,
5, rue Viollet le Duc, 75009 Paris.

CETTE BROCHURE
PEUT ETRE COMMANDÉE AU
SECRETARIAT NATIONAL A LA FORMATION
DU PARTI SOCIALISTE
12, Cité Malesherbes, Paris (9e)
Prix : 3,00 F franco de port
Supplément au n° 40 du Poing et la Rose

Imp. REPRO-RAPID Paris 9 Tél. : 285.32.45

Fondation Jean Jaurès